# l'AFRIQUE du SUD de l'APARTHEID

voir notre dossier p.7 à 11


# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 416 - 21 août 1976 - prix : 3 F


## LE FRANC une fois de plus A LA DÉRIVE

P. 12

## LA SOUFRIÈRE : vantardises et carences gouvernementales

p. 3

## le rachat de France-Soir par Hersant

## La liberté de la presse ... pour les milliardaires

p. 6

## Les indemnités de sécheresse :

## les petits paysans seront-ils défavorisés ?

p. 13

# sommaire

## DANS LE MONDE


Page 4 :
— **Rhodésie : les Blancs pavoisent ; pour combien de temps ?**
— **Grèce-Turquie : le nationalisme contre les peuples.**
— **L'affaire de Seveso : des risques calculés... en taux de profit.**
— **De la Pologne à la France : tickets ou hausse des prix : deux méthodes de rationnement.**
Page 5 :
— **Deux militants ouvriers révolutionnaires en danger.**
— **Irak : des Kurdes condamnés à mort.**
— **Chine : drôle de justice.**
Page 16 :
— **Ford vainqueur de la mascarade républicaine.**


## DOSSIER


Pages 7 à 11 :

**L'AFRIQUE DU SUD DE L'APARTHEID :**

— **De Sharpeville à Soweto : la révolte contre l'Apartheid.**
— **De la colonisation boer à l'Apartheid.**
— **Apartheid, grand Capital et impérialisme.**


## DIVERS


Page 14 :
— **Films :** On l'appelait Milady.
Page 15 :
— **Livres :** Comprendre le Liban ; Saison violente, **d'Emmanuel Roblès ;** Histoire des volcans, **d'Haroun Tarzieff.**


## EN FRANCE


Page 6 :
— **La presse : une liberté de façade.**
— **Lefèvre contre Paul VI : la querelle moyenâgeuse continue.**
— **Terrasson (Dordogne) : les travailleurs occupent leur usine pendant les vacances.**
Page 12 :
— **Le franc, une fois de plus à la dérive.**
— **Les bactéries de la mer.**
— **Musique pop censurée.**
Page13 :
— **Indemnités de sécheresse : les petits paysans seront comme d'habitude défavorisés.**
— **Incendies de forêts : dans les Aspres les pouvoirs publics sont responsables.**
— **L'autre façon d'être une banque.**



**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

**Responsable de la publication : Michel RODINSON**

Composition

**Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236.45.26**
**4 ter, rue du Boulol, Paris (1er)**

Impression :

**Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE**
**C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10**
**B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18**
**SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers**


# LIBAN :

# L'offensive politique et militaire de l'extrême-droite

**Si la prise de Tell el Zaatar a constitué une victoire symbolique de l'extrême-droite phalangiste sur le camp « palestino-progressiste », elle est loin de constituer une victoire tout court. La coalition Palestiniens-Gauche libanaise contrôle encore la majeure partie du territoire libanais et la moitié de Beyrouth elle-même. Et si la bataille de Tell el Zaatar a illustré le fait que le front « palestino-progressiste » est sur la défensive sur le plan militaire et dans l'impasse sur le plan politique, elle a montré aussi la détermination héroïque avec laquelle se battent ceux qui lui font confiance. Même avec la collaboration de l'armée syrienne et celle à peine voilée de la marine israélienne qui fait le blocus des côtes, même avec la complicité des grandes puissances, la Phalange n'est pas près de remporter la victoire si elle se heurte partout à une résistance aussi acharnée qu'à Tell el Zaatar.**

**Mais incontestablement, l'extrême-droite chrétienne se trouve en position de force. Elle semble vouloir s'en servir pour se lancer dans deux offensives : l'une militaire, l'autre politique.**

**L'offensive militaire vise à parachever la consolidation du « réduit chrétien ». Mis à part la région Aintoura-Mtein dans les montagnes libanaises, l'extrême-droite chrétienne contrôle maintenant une partie homogène du Liban. Avec le soutien de l'armée syrienne, la Phalange tente de déloger les miliciens de gauche accrochés dans les montagne d'Aintoura.**

**L'offensive politique vise à renforcer, à l'intérieur de l'autre camp, la position des notables modérés musulmans, considérés comme seuls « interlocuteurs valables » avec lesquels la droite chrétienne accepte de négocier le nouvel équilibre d'un Liban plus ou moins unifié.** « Nous nous adressons aux dirigeants musulmans et à eux seuls... La restauration de la coexistence islamo-chrétienne nécessite un dialogue islamo-chrétien et non un dialogue entre droite et gauche » — **avait déclaré le chef de la Phalange, Gemayel, pour ajouter qu'il exige en tout état de cause pour les chrétiens** « une sorte d'auto-administration de leurs affaires, au moins dans leurs régions ».

**Sur le fond, cette proposition va dans le sens du rétablissement de cette république confessionnelle où les notables conservateurs chrétiens et musulmans se partageraient la direction des affaires publiques — ce précisément contre quoi se battent ceux qui font confiance à la gauche libanaise.**

**Autrement dit, pour la Phalange, le seul compromis qu'elle peut accepter, c'est que l'autre camp réduise officiellement le sens de son combat à l'aspect religieux. En clair, que les éléments modérés et conservateurs musulmans parviennent à étrangler eux-mêmes la gauche dans le front « islamo-progressiste », qu'il parviennent à désarmer eux-mêmes ceux qui se battent avec l'espoir d'un changement social.**

**Parallèlement à ces propositions de « compromis » — ou plutôt de reddition de la gauche — les Syriens multiplient les pressions sur les dirigeants palestiniens, afin que, de leur côté, ceux-ci acceptent un « compromis », qui leur donnerait le droit de maintenir un certain nombre de camps dans la partie musulmane du Liban en contrepartie de leur retrait de la vie politique du Liban et de leur acceptation de la tutelle syrienne.**

**La droite ne perd rien à lancer une offensive politique dans ce sens. Le temps joue pour elle. Et elle connaît assez bien les Arafat, les Joumblatt, etc., pour savoir qu'il est possible de composer avec eux. La seule inconnue étant la volonté de combat des masses libanaises et palestiniennes — et elle est de taille.**

**De toute façon, la droite chrétienne a l'assurance que les puissances impérialistes — directement ou par Syrie interposée — n'abandonneraient pas le réduit chrétien. En cas de compromis sur les bases exigées par la Phalange, ce réduit deviendra un composant autonome d'un Etat libanais fédéré et bi-confessionnel. Et si l'extrême-droite chrétienne ne parvient pas, avec l'appui de la Syrie, à imposer au front « palestino-progressiste » ses conditions, il restera toujours la possibilité de consacrer juridiquement la partition de fait du pays et de créer un Etat libanais chrétien.**

**Ce serait une issue absurde que de couper en deux ce petit pays. Ce serait une autre façon d'étrangler le camp palestino-progressiste que de lui laisser un territoire pauvre, pratiquement sans débouché valable sur la mer, entouré d'Etats hostiles : la Syrie, Israël, les chrétiens.**

**Mais pour l'impérialisme, ce serait disposer d'un deuxième Israël dans la région, avec l'Etat chrétien. Et si la droite chrétienne n'est pas capable de l'emporter, sur le plan militaire ou par voie de compromis politiques, il n'est pas dit que l'impérialisme ne préfère pas à tout prendre cette solution et qu'il ne donne pas tout son appui aux chrétiens libanais pour la réaliser.**

Georges KALDY.

# Espagne

# La police continue de tuer

A Almeria, en Espagne, un jeune de 18 ans vient d'être tué par un garde civil alors qu'il inscrivait des slogans sur un mur.

Le garde civil a prétendu que le coup était « malencontreusement » parti tandis qu'il trébuchait.

Version qui ne semble guère avoir convaincu les milliers de personnes qui ont manifesté lors des obsèques du jeune homme. Pour que le coup porte même « accidentellement », il faut d'abord avoir dégainé. Et pourquoi dégainer, si l'on ne veut pas tirer ?

En tous cas, si la « libéralisation » du régime est, d'après les officiels, en bonne voie en Espagne, la liberté, elle, ne sera pas acquise avant que les flics actuels aient été désarmés.

**Michèle DUCHENE.**


## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIÈRE

**Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :**

**LUTTE OUVRIERE**
**pour une période de un an : prix 90 F.**
**pour une période de six mois : prix 50 F.**

**LUTTE DE CLASSE**
**pour une période de un an : prix 50 F.**
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

**CEUX DU TECHNIQUE**
**pour une période de un an : prix 10 F.**
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

**Ci-joint la somme totale de : francs** .....
.....

NOM : .....
.....
PRENOM : .....
.....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL : .....
.....

**Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.**

(1) Rayer les mentions inutiles.

EDITORIAL

## La Soufrière :

# Vantardises et carences gouvernementales

**Alors que pendant toute une période les milieux officiels ont minimisé le danger de la Soufrière et éludé les mesures à prendre, ils reconnaissent aujourd'hui que la situation est menaçante et peut-être catastrophique. Contrastant avec son silence antérieur, le préfet se multiplie aujourd'hui en déclarations et le ministre des Colonies, Olivier Stirn lui-même, annonçait à la presse qu'il abrégeait ses vacances pour se rendre sur les lieux. Une fois arrivé, il annonçait qu'** « il n'y aura pas de limite à l'aide du gouvernement », **pour se vanter aussitôt après que** « c'est une première mondiale d'avoir fait évacuer tous les habitants ».

**Ces gens-là ne manquent pas de culot !**

**D'abord pour se vanter de ce qui aurait dû être le devoir élémentaire d'un gouvernement. Mais le gouvernement saisit toutes les occasions pour proclamer, implicitement quand ce n'est explicitement, que les Antilles ont bien de la chance d'être françaises, faute de quoi ce qui a été fait n'aurait pas pu l'être. Ensuite et surtout parce que ces vantardises couvrent les imprévoyances, les carences des autorités. Elles couvrent les conditions déplorables dans lesquelles se sont faits l'évacuation et l'accueil des évacués.**

**Cela fait pourtant près de six mois que la Soufrière donne des signes inquiétants. Faute de moyens d'observation adaptés, faute d'une équipe de surveillance conséquente, les autorités coloniales ont pourtant été complètement prises au dépourvu lorsque, le 8 juillet dernier, une éruption de cendres et des secousses ont fait craindre le pire. La population de la région menacée a dû alors évacuer une première fois par ses propres moyens, non seulement sans aide, mais même sans indications.**

**La Soufrière a accordé un délai de plus d'un mois après cette première évacuation improvisée. Les autorités avaient tout le loisir de prévoir un plan d'évacuation, d'indiquer par avance à tout un chacun de la zone menacée l'endroit où aller et les moyens pour y parvenir. Elle avait tout son temps pour prévoir l'hébergement de tous et résoudre les problèmes d'intendance qui y sont liés. Cela n'a pas été le cas.**

**L'évacuation s'est faite en catastrophe, les moyens de transport ont été insuffisants et c'est sur les routes embouteillées que les indications ont été données aux réfugiés concernant les endroits où ils devaient se rendre. Sur les 72 000 évacués, 20 000 seulement ont trouvé place dans les centres d'hébergement. Et si 16 000 autres ont pu être logés chez des parents, la moitié des réfugiés ont dû se débrouiller par leurs propres moyens, dormir dans des tentes de fortune sur les plages ou à la belle étoile. Il manque des lits, du ravitaillement. Rien n'a été prévu pour l'information des réfugiés concernant leur propre sort et le sort de leurs proches.**

**Bien sûr, rien n'a été prévu non plus pour l'information de ceux qui, ici dans l'émigration, s'inquiètent de ce que sont devenus leurs parents ou leurs proches. Les communications téléphoniques sont pratiquement interrompues entre la France et la Guadeloupe, sauf pour les communications officielles. Cela ne poserait pas les problèmes que cela pose, si chacun avait pu être averti, par avance, par ses proches, de l'endroit où ils se trouvent.**

**Difficile à prévoir, tout cela, en un mois ? Pourtant, l'Etat a des spécialistes en matière de mobilisation, d'organisation et d'intendance. En cas de conflit, ce ne sont pas 72 000, mais plusieurs millions de mobilisables qui sauront, dans les vingt-quatre heures, où il faut qu'ils se rendent. Et il n'y aura pas de problème pour les accueillir.**

**Seulement, l'Etat ne fait pas preuve de la même préoccupation, n'est pas prêt à mettre en œuvre les mêmes moyens pour ceux qui sont menacés d'une catastrophe naturelle que pour son armée.**

**Et, pour des dizaines de milliers de Guadeloupéens, aux problèmes d'aujourd'hui s'ajoutent les angoisses du lendemain. Car la catastrophe si naturelle qui menace ne frappe pas de la même manière tout le monde ; pas de la même manière riches et pauvres. Pour les travailleurs privés de ressources, pour les petits paysans menacés de perdre leur bétail et, en cas d'éruption, peut-être leur terre, c'est déjà dramatique avant même que la Soufrière ait explosé. Pour des milliers d'entre eux, c'est déjà la misère. Le spectacle de toutes ces petites gens, prenant d'assaut les endroits de passage dès que la possibilité leur a été donnée de retourner chez eux rechercher les quelques maigres biens qu'ils ont dû abandonner lors de l'évacuation, c'est une accusation contre les Antilles coloniales.**

**L'alerte passée, les Stirn et Cie iront ailleurs faire leur cinéma et débiter leurs vantardises. Les travailleurs, les chômeurs, les petits paysans resteront face à leurs problèmes. Ils ne pourront pas compter sur les beaux parleurs.**

**Arlette LAGUILLER.**

## Colombo

# LA CONFÉRENCE DE L'IMPUISSANCE

La conférence des « non-alignés » a fermé ses portes à Colombo, au Sri-Lanka. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que ces quatre jours de session ont été sans surprise. Des heures et des heures de palabres, sans conclusions ni solutions.

Les problèmes économiques ont été au centre des débats. En fait, la plupart des représentants des quatre-vingts pays membres du regroupement des dits « non-alignés » sont tous intervenus sur le même thème de la lutte nécessaire contre le sous-développement et la dépendance économique des pays membres envers le monde industrialisé. Mais comment ?

Par la création d'une banque multinationale — « une réelle banque commerciale », affirme Mme Bandanaraïke, Premier ministre du Sri-Lanka — où les non-alignés rassembleraient leurs richesses, et le lancement d'une monnaie spéciale, réservée aux échanges entre « non-alignés ». Mais de quel poids sera donc cette tirelire des pauvres — si toutefois elle ne reste pas vide comme feu le « fonds de solidarité » — face aux lois du marché impérialiste ? Et à quoi servirait donc cette monnaie, alors que de toute façon les pays sous-développés connaissent très peu d'échanges entre eux (20 % de leurs exportations et importations) et que l'essentiel de celles-ci se font avec les pays industrialisés (70 % des importations des « non-alignés » proviennent des pays industrialisés et 60 % de leurs exportations en prennent la direction) ?

Mais ce sont les discussions sur les problèmes politiques qui ont mis à nu tout ce que cette volonté affirmée de « non-alignement » sur les diktats économiques et politiques de l'impérialisme a d'illusoire et d'hypocrite.

A propos du Liban, la grande majorité des présents ont affirmé leur soutien aux Palestiniens. Mais Hafez El Assad, le chef de l'Etat syrien était là, celui qui dirige depuis plusieurs mois la lutte armée contre les Palestiniens et la gauche libanaise. Et personne ne semble s'en être offusqué, pas même Boumédienne qui, selon les journalistes présents, **« aurait pris une position ferme sur le Liban »... mais « sans jamais citer la Syrie ».**

Enfin, sur un autre problème brûlant, celui du Sahara occidental, les participants à la conférence ont montré la même roublardise diplomatique. Comme deux textes étaient proposés, l'un par les partisans de l'Algérie qui tenaient à affirmer **« le droit à l'auto-détermination et à l'indépendance du peuple du Sahara occidental »**, et l'autre par les partisans du Maroc se refusant à parler du « peuple Sahraoui » (puisque c'est ce peuple-là que le Maroc opprime), la conférence a réussi le tour de force de trouver un texte de compromis, qui a fait... l'unanimité des présents !

La conférence de Colombo a donné un spectacle d'impuissance face aux problèmes dramatiques qui se posent aux pays sous-développés : misère, exploitation, oppression. Les véritables responsables de cette impuissance, comme au-delà, des problèmes eux-mêmes, n'étaient pas présents à cette conférence.

Les responsables de la misère et de l'exploitation des déshérités des pays pauvres, ce sont ces puissants pays impérialistes. La responsabilité de ceux qui étaient à Colombo, des dirigeants des pays sous-développés, c'est d'accepter, de cautionner, voire ouvertement de servir un ordre mondial qui pèse sur leurs classes exploitées. Et c'est déjà une responsabilité énorme. C'est pourquoi les exploités de ces pays ne peuvent se libérer qu'en commençant par renverser ceux qui les dirigent

**Michelle VERDIER.**

### Un communiqué de Combat Ouvrier
(organisation trotskyste antillaise)

*Combat Ouvrier dénonce le ton satisfait des déclarations officielles qui cache les conditions déplorables dans lesquelles s'est déroulée l'évacuation des habitants de la zone menacée par la Soufrière. (...)*

*Combat Ouvrier proteste contre le manque total d'informations dont souffrent les émigrés antillais quant au sort de leurs familles sinistrées.*

*Combat Ouvrier appelle tous les travailleurs à exiger du gouvernement français :*

*1°) La mise en œuvre immédiate de moyens effectifs pour assurer des conditions d'hébergement décentes aux réfugiés ;*

*2°) Des garanties quant à la situation ultérieure des réfugiés ;*

*3°) La création dans l'émigration antillaise d'un service public d'information sur la situation effective en Guadeloupe.*

*Paris, le 19 août 1976.*

## Rhodésie

# Les Blancs pavoisent : pour combien de temps ?

Plus de 300 morts, des centaines de blessés : c'est le bilan de l'attaque lancée la semaine dernière par l'armée rhodésienne contre un camp de maquisards noirs installé sur le territoire du Mozambique.

Avec cynisme, les dirigeants blancs se sont félicités du « succès » de l'opération, invitant la population blanche à pavoiser, ce qu'elle n'a pas manqué de faire. On venait de donner une bonne leçon à ces sauvages, n'est-ce pas ?

Les Blancs de Rhodésie se croient peut-être à l'abri de toute déconvenue, eux qui ont réussi à dominer jusqu'à ce jour, au nombre de 250.000, les quelque 5 millions de Noirs qui peuplent la Rhodésie et qui n'y disposent d'aucun droit, sinon celui de trimer, dans les mines en particulier, pour leurs maîtres blancs. Depuis des années que dure la guérilla en Rhodésie, la toute-puissance des colons n'a pas été entamée, semble-t-il.

Mais depuis un an, la situation a changé. Aux frontières de la Rhodésie, le peuple du Mozambique, lui aussi victime pendant des siècles de l'oppression coloniale, portugaise celle-là, a su arracher les armes à la main le droit à l'indépendance.

Et plus qu'une base de repli et d'entraînement pour les combattants noirs de Rhodésie, le Mozambique constitue l'exemple vivant qu'il est possible de battre les oppresseurs coloniaux. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'indépendance du Mozambique ait donné une impulsion au mouvement de guérilla sur le territoire même de la Rhodésie.

Jusqu'où iront les Blancs de Rhodésie ? Ils peuvent certes, supérieurement armés (notamment par la France), réussir un raid spectaculaire et s'en vanter, comme l'ont fait leurs collègues israéliens par exemple, au lendemain du raid d'Entebbe en juillet dernier, lorsque leurs commandos infligèrent une défaite retentissante au dictateur Amin Dada.

Mais cette fois-ci, ce n'est pas à l'armée d'opérette d'un fantoche qu'ils se heurtent, c'est à tout un peuple, cinq millions de Rhodésiens qui sont de plus en plus mobilisés et décidés à abattre le régime raciste qui les opprime.

Et ceux-là, rien ni personne maintenant ne pourra arrêter leur lutte.

**René BLIARD.**

## Grèce-Turquie :

# Le nationalisme contre les peuples

Encore une fois, les rapports entre la Grèce et la Turquie s'enveniment et il n'est pas exclu qu'une confrontation armée mette à nouveau aux prises ces deux ennemis héréditaires traditionnels du Proche-Orient. Le motif actuel de la querelle est la délimitation des eaux territoriales. Les recherches pétrolières au large de la Turquie ont révélé des gisements sous-marins assez importants que le gouvernement turc entend exploiter. Le gouvernement grec pour sa part prétend que ces gisements lui appartiennent, puisqu'ils sont situés dans la limite des eaux territoriales entourant les nombreuses îles grecques de la mer Egée. C'est de toute façon un problème insoluble par le droit international, puisque les zones territoriales maritimes se chevauchent.

Grecs et Turcs auraient tout intérêt à exploiter en commun les ressources de la mer Egée. Mais le nationalisme dans toute sa stupidité est le plus fort. Si guerre il y a, elle fera infiniment plus de ravages que ce que le pétrole sous-marin peut apporter à l'un ou l'autre des belligérants.

Pour faire supporter à leurs peuples respectifs la misère, le sous-développement et la profonde injustice sociale qui ne cesse de croître, les gouvernements grec et turc, mandataires de leur bourgeoisie nationale, ne trouvent rien de mieux que d'entretenir en permanence un chauvinisme effréné et de gonfler tous les incidents afin d'en faire des causes de conflits possibles.

Peut-être, comme il y a un an à propos de Chypre, l'impérialisme, peu soucieux de voir deux membres de l'OTAN, voisins de l'U.R.S.S. par surcroît, s'entre-déchirer, interviendra-t-il pour stopper le conflit. Toujours est-il que le nationalisme, véritable poison des peuples, aura une fois de plus détourné la colère populaire de ses véritables buts et contribué à consolider le pouvoir chancelant des gouvernements grec et turc.

**Alain LEMART**

## L'affaire de Seveso :

**Seveso : transport de sacs de plastique, remplis de cadavres d'animaux tués par le gaz toxique.** (UPI)

# Des risques calculés... en taux de profit

**Des conséquences atroces, de la maladie de peau au cancer du foie... à l'intoxication généralisée qui entraîne la mort : voilà les premiers résultats de la pollution à Seveso. Car chaque kilo du gaz qui s'est échappé de l'usine chimique du trust Laroche-Hoffmann contient 250 000 doses mortelles (10 000 fois plus que le cyanure) et ce sont deux kilos qui se sont échappés.**

**Contre ce gaz, les moyens techniques sont quasiment inopérants. En effet la dioxine est un gaz pratiquement indestructible. (Du moins jusqu'ici : au moment où nous écrivons, la société responsable de la catastrophe annonce qu'elle aurait trouvé un produit capable de détruire la dioxine. Si c'est vrai, c'est encore plus évident que le problème n'était pas technique, qu'il suffisait d'un petit effort pour prendre par avance les mesures de sécurité et que, si ce ne fut pas fait... c'est que ladite société s'en moquait éperdument). Alors plusieurs solutions sont quand même avancées : qu'elles consistent à entourer la zone d'une bande tampon et à la condamner pour trois, cinq ou dix ans ou à complètement bétonner toute la région ou à détruire toutes les habitations et brûler l'ensemble de la zone. Mais toutes ces solutions, si elles fonctionnent, partent de l'hypothèse que le gaz reste sur place. Et cela, rien ne le confirme.**

**A Milan, les premiers avortements ont eu lieu. Car une des conséquences de la dioxine, c'est le risque de malformation des nouveaux-nés.**

**La dioxine était employée au Vietnam par les Américains. Mais pour les patrons, que la dioxine soit dangereuse, qu'importe ! Ce qu'il faut, c'est faire du profit, c'est être rentable. Les conséquences, eh bien cela fait partie des risques à prendre.**

**Pourtant, il aurait été possible de prévoir des systèmes de sécurité beaucoup plus efficaces, d'installer l'usine dans une région désertique, d'essayer à l'avance de prévoir les moyens techniques pour combattre la dioxine en cas d'accident. Mais tout cela, les patrons n'en n'ont que faire. Il faut produire, produire et ce, le moins cher possible. Que toute une région soit condamnée pour des années, que les vies de dizaines de familles soient bouleversées, eh bien, qu'importe !**

**Plus les sciences et techniques se développent, plus certaines de leurs applications peuvent présenter des dangers. Plus les précautions sont nécessaires. Heureusement, parallèlement, plus les moyens de prendre ces précautions sont à la portée des hommes.**

**A condition de ne pas laisser la production se développer dans les mains des intérêts privés, pour qui l'important est de faire de l'argent, même au prix de risques courus... par les autres.**

## De la Pologne à la France

# Tickets ou hausse des prix : deux méthodes de rationnement

Les autorités polonaises ont décidé d'instaurer des tickets de rationnement pour le sucre : chaque salarié et chaque enfant touchera des bons pour acheter deux kilos de sucre par mois, à un prix qui restera l'actuel, 10,5 zlotys (1 franc = 7 zlotys). Il subsistera un marché libre du sucre, mais à un taux beaucoup plus élevé de 26 zlotys le kilo.

En fait la Pologne, comme les autres pays dits socialistes, n'est pas indépendante, coupée du marché mondial, et les difficultés qu'elle connaît actuellement ne sont que la conséquence de la crise de l'économie capitaliste mondiale, qui touche toujours en premier et le plus gravement les pays plus pauvres et retardataires, qui doivent payer le prix fort pour leurs importations alors que leurs exportations restent limitées.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement polonais avait annoncé, en juin dernier, une série de hausses des prix. Face à la grève provoquée par cette annonce, il avait dû reculer. C'est pourquoi aujourd'hui il en vient aux tickets de rationnement. C'est là une méthode de rationnement un peu moins injuste, puisque tout le monde aura un minimum assuré au même prix qu'avant.

La méthode de rationnement que l'on connaît dans les pays de l'Ouest est certes bien plus simple et surtout inavouée : on laisse les prix augmenter de façon vertigineuse, et que celui qui en a les moyens achète ! Ce n'est rien d'autre que le rationnement par l'argent. Ainsi récemment, en France, on a connu un rationnement, celui de la pomme de terre. Oh, ce n'était pas qu'il n'y avait plus de pommes de terre. C'était tout simplement que les grossistes les stockaient pour créer une pénurie artificielle et pouvoir ainsi faire monter les prix. Une autre méthode, que la plupart des critiques d'aujourd'hui de la pénurie polonaise ont oublié alors de dénoncer. Plus facile de voir le rationnement en Pologne qu'en France...

**Olivier BELIN**

## ARGENTINE

# La vie de José Francisco PAEZ et celle d'Arturo APAZA
## militants ouvriers révolutionnaires argentins
# EN DANGER

Une centaine de militants du PST (Parti Socialiste des Travailleurs argentins, trotskyste) sont morts ou restent prisonniers après la répression menée par le gouvernement militaire argentin contre les militants de la gauche syndicale et politique. Le PST fait savoir qu'un dirigeant ouvrier de l'usine Sampi, au sud de Buenos Aires, est sans doute mort, après avoir été torturé. Il y a quelques semaines, des bandes terroristes d'extrême-droite ont enlevé un autre militant puis l'ont assassiné.

Aujourd'hui, le PST fait appel à la solidarité internationale parce qu'il craint pour la vie de deux autres militants, dirigeants politiques et syndicaux du PST : José Francisco Paez, détenu à la prison de Cordoba, et Arturo Apaza, arrêté par des gens en uniforme à l'intérieur de son usine, dont on n'a plus de nouvelles depuis le mois d'avril dernier.

Francisco Paez fut l'un des principaux dirigeants syndicalistes des usines Fiat de Cordoba, dont les syndicats furent à la tête des journées de luttes ouvrières de 1969 connues sous le nom de « Cordobazo », sous la dictature du général Ongania. En mars 1971, Paez et le mouvement ouvrier de Cordoba entreprirent une autre mobilisation contre le dictateur du moment, Levinston, et qui provoqua le remplacement de Levinston par Lanusse quelques jours après. En septembre, Paez fut candidat révolutionnaire à la vice-présidence de la République (il obtint presque 200 000 voix). Il resta depuis un des dirigeants du PST. Il a été enlevé par des civils armés de la police de Cordoba en janvier 1976. Depuis lors, il se trouve détenu à Cordoba et reste au secret depuis le coup d'Etat. Il a fait savoir de sa prison qu'un certain nombre de détenus sont enlevés la nuit et qu'on les retrouve morts le matin suivant, tués au cours de prétendus « affrontements entre les forces de l'ordre et des guérilleros ». Et le PST a toutes les raisons de craindre pour sa vie.

Arturo Apaza, militant ouvrier de l'usine métallurgique de Beccar, rejoignit le PST en 1972. Il fut l'un des dirigeants du conflit qui culmina avec la prise du bâtiment de l'usine en 1973. C'était un dirigeant influent de la zone nord de Buenos Aires. Il participa à la résistance ouvrière de juin 1975 contre le gouvernement d'Isabel Peron et Lopez Rega, qui culmina dans la grève générale des 7 et 8 juillet. Quelques semaines après le coup d'Etat du 24 mars dernier, Apaza et deux de ses camarades ont été enlevés à l'intérieur de leur usine par des gens en uniforme. Depuis, on n'a revu ni Apaza ni aucun de ses camarades. On ne sait qui le détient prisonnier. Le PST demande que le gouvernement militaire présente Apaza immédiatement, afin que l'on puisse être sûr qu'il est toujours en vie.

Le PST appelle d'urgence à une campagne exigeant du gouvernement argentin qu'il garantisse la vie de José Francisco Paez et présente immédiatement Arturo Apaza. Le PST demande des prises de position de parlementaires, organisations politiques et syndicales, personnalités de la vie publique, artistique et culturelle de chaque pays, pour qu'ils s'adressent au général Videla en lui présentant leurs exigences pour la vie de ces camarades. Ils n'ont pratiquement pas d'autre moyen pour les protéger que la solidarité internationale.

**Une scène typique, mais hélas habituelle, de l'Argentine d'aujourd'hui. Ces cadavres ont été présentés il y a quelques mois à la presse par la police comme ceux de guérilleros abattus alors qu'ils attaquaient une patrouille de l'armée. Le témoignage des prisonniers politiques nous apprend qu'il pourrait tout aussi bien s'agir de prisonniers politiques froidement abattus par leurs geôliers.** (UPI)

## Chine

# Drôle de justice

Une drôle d'histoire semble actuellement défrayer la chronique dans la province du Shensi, en Chine.

On parle d'une campagne d'affiches opposant les « masses populaires » aux autorités provinciales.

Les ouvriers d'une usine d'appareillage électrique défendraient un jeune ouvrier condamné en 1973, injustement à leurs yeux, à vingt ans de prison pour viol.

Celui-ci avait été surpris, à l'époque, en train de faire l'amour avec une jeune ouvrière alors qu'ils étaient tous deux censés assister à un meeting de critique de Lin Piao.

Puis le père de la jeune fille, usant de ses relations, aurait fait incarcérer le jeune homme, après avoir fait pression sur sa fille pour qu'elle l'accuse de viol.

Comment connaître le fin mot de l'histoire ou même la réalité et l'ampleur de la mobilisation des masses populaires dans cette affaire ?

S'agit-il d'ailleurs d'une contestation effective de ces travailleurs d'usine, ou n'est-ce qu'un dossier délibérément ressorti par les autorités en place afin d'alimenter la critique d'un ancien dirigeant (le père est actuellement accusé de faire partie de la clique Teng Hsiao Ping) ?

La seule chose que semble révéler à coup sûr cette histoire, c'est que les juges chinois, qui se prétendent populaires, ont une logique pour le moins surprenante.

N'ont-ils pas, en effet, tout en considérant le jeune homme coupable de viol, condamné la jeune fille elle-même à trois ans de **« rééducation par le travail » !**

Plutôt bizarre, non ?

**Michèle DUCHENE**

## IRAK

# DES KURDES CONDAMNÉS A MORT

**L'association des Etudiants Kurdes en Europe et l'association des Etudiants Irakiens en France nous communiquent :**

*« Le 12 juillet dernier, un prétendu « tribunal révolutionnaire » a condamné à mort, à Bagdad, trois Kurdes : Chahabe Cheikh Noury, 40 ans, fonctionnaire, marié, 4 enfants; Jaaffar Abdul-Wahid, 30 ans, enseignant, marié, 4 enfants; et Anwer Zourabe. Vingt et un autres Kurdes se sont vu infliger des peines allant de six mois à la réclusion à perpétuité.*

*De quoi étaient coupables ces Kurdes ? Lors du simulacre de procès, aucune preuve n'a pu être établie sur la participation des accusés à un meurtre ou à un quelconque acte de violence. Les autorités irakiennes les soupçonnaient d'avoir organisé un réseau de résistance dans le pays kurde, pourtant quadrillé par un imposant dispositif militaire. En fait, par ce verdict arbitraire et barbare, Bagdad prétend donner à réfléchir aux Kurdes qui se laisseraient tenter d'aider d'une façon ou d'une autre les maquis qui s'organisent à nouveau dans les montagnes du Kurdistan.*

*Il craint à l'évidence que la résistance kurde, effondrée en mars 1975 à la suite de l'entente irako-iranienne, réalisée sur le dos des peuples kurde, arabe, iranien, dhofari, palestinien, et à cause de la capitulation de sa direction féodale-bourgeoise corrompue, ne renaisse de ces cendres. Les violents combats qui opposent depuis le mois de mai dernier les maquisards kurdes aux unités irakiennes, la destruction complète, fin juin, de la garnison irakienne de Fish-Khabour par un commando kurde, justifient dans une certaine mesure cette crainte. (...)*

*Nous appelons toutes les organisations progressistes, tous les démocrates, tous ceux pour qui le respect des droits humains n'est pas un vain mot, à intervenir auprès des ambassades irakiennes, à envoyer des télégrammes de protestation au gouvernement irakien pour arracher les trois Kurdes des mains des bourreaux, pour que cessent enfin les crimes que la dictature militaire fascisante de Bagdad commet à chaque aube pour le compte de la bourgeoisie réactionnaire et chauvine arabe dont elle représente les intérêts. »*

# La presse : une liberté de façade

*A nouveau, les journalistes de* France-Soir *sont inquiets. Ils font même grève. Une fois de plus, ils apprennent qu'ils vont être vendus avec les meubles, les immeubles et les machines.*

*Quelles conséquences les tractations entre Hersant et* France-Soir *auront-elles sur leur sort ? A quelle sauce seront-ils mangés ? Ce rachat de 50 % des parts qui vient d'avoir lieu entraînera-t-il un brusque changement d'orientation de ce journal ?*

*Ce n'est pas certain, mais on s'inquiète surtout de toutes parts de la mainmise croissante de Robert Hersant sur la presse.*

*On semble découvrir tout à coup le danger que constitue la possession par un seul homme d'un empire de presse aussi important que celui de Hachette.*

*Hersant s'est en effet constitué avec l'aide des Banques et l'appui des gouvernements de la V° République un immense empire de presse.*

*Cet homme possède à lui tout seul onze quotidiens :* Le Figaro - Paris-Normandie - Nord-Matin - Nord-Eclair - Centre-Presse - France-Antilles - Le Berry Républicain - Le Havre-Presse - La Liberté du Morbihan - La République des Pyrénées - L'Eclair de l'Ouest.

*Il compte aussi une dizaine de périodiques :* L'Auto-Journal - Yachting - Bateaux - La Pêche et les Poissons - La Revue de la Chasse - Sport-Auto - La Bonne Cuisine - Layette - Votre Tricot - Market.

*Il faut ajouter également plusieurs hebdomadaires ou bi-hebdomadaires de province:* Le Pays d'Auge - La Renaissance du Bassin - L'Action Républicaine - Le Courrier du Pont-Audéner - La Voix du Bogage - Le Journal d'Elbeuf - La Liberté de la Vallée de la Seine.

*Cet homme de droite, cet ex-chef du mouvement d'extrême-droite « Jeune Front », le dit lui-même :* « Tout s'achète ». *Et il achète tout en effet, les rédactions comme les imprimeries.*

*A ceux qui l'accusent de monopoliser ainsi la presse, ce Springer français qui se prétend un gestionnaire apolitique répond qu'il est partisan du pluralisme et ne manque pas de rappeler qu'un de ses quotidiens est aux mains d'une rédaction socialiste. Oui. Jusqu'ici. Mais qui l'empêchera demain, puisqu'il est légalement propriétaire, de changer celle-ci, s'il le veut ?*

*Ce pluralisme de façade, qui l'arrange pour le moment, cache mal la réalité : la liberté de la presse n'est depuis longtemps qu'un vain mot.*

*On voudrait nous faire croire que le grand choix de titres implique un large éventail d'opinions. Mais dès qu'on gratte un peu, on s'aperçoit qu'il n'en est rien. Les ficelles sont en fait presque toutes tirées par quelques hommes qui se comptent sur les doigts de la main.*

*Rien d'étonnant. Dans un système où tout s'achète, la liberté de la presse, ce ne peut être que la liberté pour ceux qui possèdent les milliards d'acheter les machines, les hommes et les consciences et d'en user sans avoir de comptes à rendre à personne.*

Michèle DUCHENE.

## Terrasson (Dordogne)

# Les travailleurs occupent leur usine pendant les vacances

Dimanche 15 août, dans la petite ville ouvrière de Terrasson, en Dordogne, il fait beau. Tout est désert. Devant une petite usine de chaudronnerie, plusieurs voitures. Dans l'usine, des ouvriers qui discutent, des femmes et des enfants qui visitent les ateliers.

En effet, les 52 ouvriers de l'usine Bauphrite viennent d'apprendre qu'ils sont des licenciés en puissance. Leur patron a profité du mois de vacances, où son usine était fermée, pour déposer son bilan.

C'est par l'Union départementale CGT que le secrétaire du CE a appris que l'usine allait fermer. La CGT a pu le prévenir... parce qu'il n'était pas parti en vacances.

**« Le PDG, Miroir, est prêt à nous licencier tous, comme il le fait pour d'autres entreprises dont il est aussi PDG. Il faut aussi vous rendre compte qu'il est en même temps l'un des présidents de la chambre de commerce... ! »**

L'usine est occupée par 30 grévistes, se relayant jour et nuit. Les autres ne sont pas encore rentrés de vacances, peut-être pas tous prévenus ! Ils gardent les machines et veillent à **« leur outil de travail ».** En effet, un chef d'atelier a tenté de démonter et d'emporter une des machines essentielles de l'atelier.

Les grévistes comptent informer largement la population de la région, parce que mardi 17 a lieu une réunion avec le syndic.

Pour les grévistes, pas question d'accepter, comme les bruits courent, que la moitié du personnel soit licencié.

La Dordogne compte déjà 8 000 chômeurs...

# L'administration des Finances confirme

Jacques Blache est cet inspecteur des impôts qui avait le 7 mars dernier participé à l'émission de télévision **Le petit rapporteur,** où il avait tenu à l'encontre de l'administration des impôts des propos d'ailleurs relativement insignifiants.

En faisant comparaître Jacques Blache devant une commission de discipline et en le menaçant de sanction, l'administration et tout particulièrement la direction générale des impôts ont confirmé à leur façon que les paroles qui sont reprochées à Blache étaient non seulement exactes, mais encore bien en-dessous de la réalité.

L'administration reprocherait à l'accusé d'avoir, dans une émission caricaturale, donné une mauvaise image de la fonction publique. Mais quelle image donnent ceux qui l'accusent ? Que ladite fonction n'a rien de public. Que c'est l'affaire privée de l'administration. Que les fonctionnaires qui sont théoriquement au service du public ne doivent surtout pas rendre de comptes à ce même public. Que si l'argent des contribuables rentre bien au-dedans, rien de ce qui s'y passe ne doit transpirer au dehors.

**A.V.**

## *Lefèvre contre Paul VI :*

# La querelle moyenâgeuse continue

Il ne se passe pas de jour sans que tous les organes d'information, presse, radio ou télé, nous abreuvent de détails et de regrets angoissés à propos du différend qui oppose l'ex-monseigneur Lefèvre au pape qui l'a démis de ses fonctions d'évêque.

A l'origine de ce conflit qui met en émoi les bien-pensants et attardés de toute sorte, il y a le concile Vatican II où il fut entre autres décidé que la messe ne serait plus dite en latin. La raison profonde de ce changement était que le public désertait de plus en plus les églises, ce qui tout naturellement amena les organisateurs de spectacles dominicaux à renouveler le programme. Seulement voilà, un certain nombre d'officiants hostiles à tout changement, que l'on a pour cette raison baptisés traditionalistes, décidèrent de continuer comme auparavant. Ils soutenaient que, puisque cela avait marché comme cela depuis 2000 ans il n'y avait pas de raison pour que cela ne continue pas.

On évoque à voix basse et avec un frisson de peur la possibilité d'un nouveau schisme dans la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Et on rappelle des précédents douloureux : les orthodoxes, Jean Hus, Calvin, Luther. Dans cette querelle, qui n'est pas sans rappeler celle que décrivit Swift dans **Les voyages de Gulliver** entre les partisans de casser l'œuf par le gros bout et ceux qui voulaient le casser par le petit bout, il est certain que, si du côté de monseigneur Lefèvre on retrouve les plus réactionnaires, ceux que le mot même de progrès fait frémir, de l'autre côté, celui du pape, ce n'est pas mieux. Et les tentatives que fait l'Eglise pour essayer de s'adapter au monde moderne ne doivent pas nous faire oublier que son rôle fondamental est de maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme en prêchant la soumission.

Amen !

**Alain LEMART.**

**Un peu partout, les traditionalistes se rassemblent pour écouter la messe en latin.**

**Est-il raisonnable d'employer une langue que personne ne comprend ? Mais l'est-il plus de prétendre changer le vin en sang et le pain en chair ?**

## Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire

# deux poids deux mesures

La direction des Chantiers ne sévit pas de la même manière suivant que les gestes malheureux sont le fait d'un ouvrier contre son chef ou d'un gardien contre un ouvrier. Qu'on en juge.

Le 27 août, alors que la majorité des ouvriers étaient en vacances, un travailleur immigré a été fouillé par un gardien à la débauche de midi. Et ce, avec tant de douceur qu'il lui a renversé son repas. Les travailleurs présents ont vivement protesté. Ce que voyant, les gardiens ont amené notre camarade au poste de gardiennage et il en est ressorti avec un bras entaillé. Il a dû être conduit à l'hôpital.

Ne pensez pas que la direction, si prompte à réagir pour une gifle, ait licencié le gardien. Non, dans ce cas, il paraît qu'il ne s'agit que d'un **« regrettable incident » !**

**Correspondant L.O.**

# de sharpeville à soweto

**dossier**
**l'Afrique du Sud de l'Apartheid**

# La révolte contre l'Apartheid

**Avec les émeutes de Soweto, à la mi-juin dernier, a commencé la grande flambée de colère de la communauté noire d'Afrique du Sud, qui ne s'est toujours pas éteinte, mais s'est au contraire développée et a connu depuis des regains de vigueur.**

**A Soweto, dans cette grande cité noire de la banlieue de Johannesbourg, la police tirait le 16 juin sur une manifestation de milliers de jeunes lycéens, protestant entre autres contre l'enseignement obligatoire, dans les écoles, en langue Afrikaans — la langue parlée par les descendants des Boers. Bilan de la première fusillade : plus de vingt morts et deux cents blessés. Aussitôt, à Soweto même mais aussi à Alexandra, autre cité-dortoir noire de la banlieue de la grande cité blanche de Johannesbourg, c'était la colère. Et la jeunesse, mobilisée en nombre de plus en plus grand, s'en prenait à tout ce qui, pour elle, symbolisait le régime honni de la ségrégation raciale : aux bâtiments administratifs, aux écoles, aux « beer hall » ou « bars à bière ». Les jeunes protestaient ainsi contre la domination blanche et l'injustice raciale. Personne ne s'y trompait. Et en quelques jours en effet le mouvement s'était étendu à la presque totalité des faubourgs noirs de Johannesbourg, ainsi qu'à de nombreuses universités d'Afrique du Sud. Et au terme d'une semaine de luttes, les flics et les soldats du pouvoir blanc avaient fait près de deux cents morts et des milliers de blessés, arrêtés, emprisonnés.**

**La soudaine flambée de colère de la communauté noire n'éclatait pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein.**

**Déjà en 1960, le massacre de Sharpeville avait mis en lumière le caractère explosif de la situation engendrée par le système de l'Apartheid.**

**Depuis, la colère des Noirs s'était manifestée à maintes reprises, à la fois par des manifestations d'étudiants et par des mouvements de grève, dont les plus importants dans les années 1972-1973. D'octobre 1972 à avril 1973, près de 250 000 à 300 000 travailleurs noirs participaient à des actions revendicatives, touchant autant l'industrie textile et sidérurgique, que l'extraction minière, les industries de transformation ou les services municipaux. Partout, la revendication essentielle était la fin de toute discrimination, de toute ségrégation, dans le domaine des salaires comme dans celui des qualifications, entre ouvriers noirs et ouvriers blancs.**

**Aujourd'hui, c'est cette même colère qui éclate au grand jour. Car il ne faut pas s'y tromper. Si des revendications propres au milieu de la jeunesse scolarisée noire ont été le facteur qui a déclenché les émeutes, les aspirations de tous ceux qui depuis lors luttent, dans les townships, les bantoustans, dans toutes les zones où les Blancs parquent les Noirs, sont autrement plus larges. C'est le régime de l'oppression raciale dans son ensemble qui est mis en cause. Bien que le gouvernement sud-africain de Vorster ait cédé après quelque trois semaines d'émeutes, sur le problème de l'enseignement en Afrikaans, la flambée de colère renaissait, plus violente encore.**

**Et à la mi-août, c'était de nouveau l'explosion. Le 11 août, une grande grève des travailleurs noirs paralysait à moitié les activités de Johannesbourg, tandis que deux jours plus tard, au Cap, une émeute de caractère insurrectionnel — aux dires mêmes des autorités — faisait trente-trois morts et des centaines de blessés.**

**Depuis, la protestation continue dans diverses régions de l'Afrique du Sud. Et le gouvernement a beau continuer à réprimer durement, ses flics ont beau quadriller tous les quartiers noirs et arrêter en masse des membres de la communauté noire — dont certaines personnalités —, la colère ne s'éteint pas. Et c'est l'ensemble de l'Afrique du Sud qui est touchée. Ce qui ne s'était encore jamais vu.**

**Aussi profonde que soit aujourd'hui la colère qui se manifeste, les mouvements demeurent encore impulsés par les jeunes des écoles — des jeunes de 13 à 16 ans. Ce sont les plus jeunes qui se révoltent en premier contre cette atteinte barbare contre la dignité humaine qu'est la ségrégation raciale.**

**Les profiteurs de l'Apartheid n'ont pas fini d'en voir. La révolte des opprimés noirs d'Afrique du Sud ne fait que commencer.**

# La politique d'Apartheid

Tout le monstrueux édifice législatif et policier qui, sous le nom « d'Apartheid », impose dans les détails de la vie quotidienne la ségrégation des races, se donne pour justification le « développement séparé » des races. Il institutionnalise en fait l'oppression de la minorité blanche sur les 17 millions de Noirs.

Avec l'Apartheid, l'Afrique du Sud tout entière est devenue une espèce de gigantesque univers concentrationnaire, où d'une part quelque huit millions de travailleurs productifs sont parqués aux abords des villes, soumis aux raids policiers quasi quotidiens, pendant que quelque sept millions de femmes, enfants et vieillards crèvent lentement de faim, quand ce n'est pas de froid, dans les réserves désertiques que sont les « bantoustans ». Il reste les « zones blanches » (depuis les années soixante, quasiment toutes les villes, tous les secteurs industrialisés, tout ce qui avait un air de prospérité, toutes les régions qui avaient une quelconque valeur en Afrique du Sud, ont été décrétées les unes après les autres « zones blanches ») quasiment interdites aux Noirs et « Coloureds », sauf pour y aller travailler.

La ségrégation raciale est aussi ancienne que la colonisation. Mais l'arsenal législatif, juridique et policier véritablement démentiel de l'Apartheid a été systématisé après l'arrivée au pouvoir du Parti Nationaliste en 1948. Les mariages mixtes ont été interdits en 1949. En 1950 toute la population fut administrativement découpée en catégories raciales : blanche, métisse, indienne, bantoue. Des milliers de gens connurent de véritables drames lorsque les membres d'une même famille furent classés dans des catégories différentes ! On réglementa officiellement les déplacements des ouvriers africains. Et ce que les mineurs connaissaient déjà devint général en 1953, avec l'instauration du système des « pass » : chaque Africain avait désormais l'obligation d'avoir sur lui un livret individuel où était notifiés sa race, son origine tribale vraie ou supposée, ses quittances d'impôts, ses différents lieux de travail avec cachets des employeurs successifs, etc. L'obligation des « pass » mit de fait en infraction quasi permanente toute une partie de la population soumise à des contrôles policiers continuels.

Ceux qui furent pris en infraction avaient « le choix », s'ils voulaient éviter la prison ou le retour dans une réserve, d'aller travailler dans des fermes blanches pour un an ou plus, sous un véritable régime de travail forcé.

La même année, le droit de grève fut interdit aux Noirs, les syndicats multiraciaux dissous, leurs membres arrêtés. En 1956 le régime des « groupes areas », c'est-à-dire des zones de regroupement par races, est définitivement institué. Les barrières entre races deviennent infranchissables. Un Métis par exemple ne peut plus voir un ami noir, car leurs aires de regroupement sont différentes. Sans parler des quartiers décrétés « zones blanches » d'où la bourgeoisie commerçante ou de profession libérale ou même industrielle métisse ou indienne est expulsée, comme au Cap et à Durban.

Les lois de 1953 avaient prévu par le menu la ségrégation raciale dans tous les domaines de la vie quotidienne (autobus, trains, taxis, parcs, jardins publics, sports, hôpitaux...). Le gouvernement fut pris d'un engouement soudain pour la culture tribale en interdisant l'enseignement en anglais pour les Noirs, n'autorisant que les matières qui pourraient leur être utiles (comment piler le mil par exemple !). Le résultat est qu'à l'heure actuelle 50 % des enfants noirs ne sont pas scolarisés (l'école n'étant pas pour eux obligatoire). Les rares étudiants noirs, quant à eux, ne peuvent guère étudier que la théologie ou la médecine, à cause du « reservation job » qui interdit la plupart des professions qualifiées aux Noirs.

Il y a enfin la ségrégation dans le travail imposée par ce « reservation job » (travail réservé aux Blancs).

Mais tout le système de l'Apartheid n'est viable qu'avec un déploiement policier gigantesque et permanent. Les Noirs sud-africains vivent constamment sous l'état d'exception. A Soweto, comme dans la plupart des townships, les perquisitions sont quotidiennes, surtout la nuit. Il est suspect de fermer sa porte, elles restent ouvertes...

Sur l'ensemble du pays, 350 000 personnes sont jetées en prison chaque année. Une loi dite des « 90 jours » permet à la police de garder à vue indéfiniment n'importe qui. La torture est une institution. En 1966, une autre loi, des « 180 jours » cette fois, permit d'arrêter sans aucun motif quiconque pourrait servir éventuellement de témoin à charge.

En réalité, cette systématisation démentielle de la ségrégation raciale ne peut pas se passer de la terreur policière, d'un régime de dictature permanente, qui ne doit sa longévité il est vrai qu'au consensus de trois millions de Blancs enragés et désespérément accrochés à leurs privilèges de petits colons esclavagistes.

Jusqu'à ce que toute la population noire ou « de couleur », nivelée par le bas, n'ait plus d'autre espoir que la révolte...

**dossier**
**l'Afrique du Sud de l'Apartheid**

# DE LA COLONISATION BOER

# TROIS SIECLES DE PILLAGE ET D'EXPLOITATION

L'histoire de l'Afrique du Sud est marquée de longue date par l'existence d'une très ancienne colonisation de peuplement européenne. Les quelques centaines de paysans hollandais établis au XVII[e] siècle pour ravitailler les bateaux de passage, rejoints par des Huguenots chassés de France, commencèrent à essaimer vers le nord à la recherche de pâturages et de terres à cultiver. Par la même occasion, ils entrèrent en concurrence, pour la terre et pour les pâturages, avec les populations de Boschimans et de Hottentots qui vivaient également d'élevage. Utilisant leur supériorité en armement, les paysans — Boer en hollandais — réglèrent le conflit en décimant les éleveurs qu'il trouvaient sur place, en réduisant un certain nombre d'entre eux en esclavage.

Spoliations, massacres, esclavage, voilà ce que la poussée progressive des Boers signifia pour les populations qu'ils rencontrèrent en chemin. Les peuples bantous (Zoulous et Xhozas), ayant un degré de développement relativement élevé et un début d'organisation étatique opposèrent une résistance farouche : il fallut une dizaine de guerres pour les briser.

A partir de 1810, les Anglais occupèrent Le Cap et mirent sur pied une administration coloniale.

Peu désireux de subir le poids de cette administration, de lui payer des impôts ou de se voir imposer l'usage de l'Anglais, peu désireux également d'appliquer la loi sur la suppression de l'esclavage décidée en 1834 par l'administration coloniale, les Boers quittèrent la colonie anglaise de la région du Cap pour s'installer de plus en plus au nord, en créant de minuscules républiques paysannes au Natal d'abord, puis, quand ce dernier fut à son tour occupé par les Anglais, en Orange et au Transvaal.

Pendant plusieurs décennies, le conflit était ouvert entre le colonialisme moderne, capitaliste des Anglais et les communautés paysannes boers. Mais ce conflit s'inscrivait sur le fond d'une guerre permanente menée parallèlement par les uns et par les autres contre la population africaine autochtone. Mises à part les périodes aiguës du conflit entre Boers et Anglais, ces derniers continuaient par exemple à livrer de l'armement et des munitions aux précédents, mais s'interdisaient de commun accord d'en livrer aux Africains.

Les uns et les autres avaient en commun le désir de poursuivre leur expansion territoriale au détriment de la population africaine. Les uns et les autres avaient besoin de réduire les Noirs dépossédés de leurs terres à l'esclavage : les capitalistes anglais à l'esclavage salarié des premières mines, et les fermiers boers à l'esclavage tout court sur leur exploitation agricole.

La coexistence plus ou moins orageuse entre la colonie anglaise et les républiques boers de Transvaal ou d'Orange a cessé à partir des découvertes successives de diamants et d'or sur les territoires de ces Républiques. Les gouvernements boers tentèrent tant bien que mal de freiner et de canaliser la ruée vers l'or qui bouleversa le mode de vie traditionnel des fermiers boers. Le Capital anglais, appuyé par toute la puissance de la Grande-Bretagne, ne pouvait pas accepter d'être gêné de la sorte dans son expansion. L'impérialisme anglais brisa la résistance des Boers après une guerre de trois ans.

Aussitôt après avoir vaincu les Boers qui formaient la majorité de la fraction blanche de la population, l'administration coloniale britannique chercha à composer avec eux. Dès 1910, huit ans après la fin de la guerre, à la création de l'Union Sud-Africaine et à son accession au statut de dominion — c'est-à-dire de l'autonomie interne par rapport à la Grande-Bretagne — les Boers (ou Afrikaans) furent associés à la direction politique du pays.

Pour mieux tenir « à sa place » un prolétariat noir grandissant en nombre et cruellement exploité, les capitalistes anglais cherchaient une base de masse, le soutien de ces centaines de milliers de petits Blancs boers, paysans pour la plupart, mais aussi progressivement travailleurs ou petits bourgeois citadins, qui s'accrochaient au seul « privilège » qu'ils possédaient, la couleur de leur peau !

Le Capital n'est pas raciste : il exploite les travailleurs quelle que soit la couleur de leur peau. Mais il était disposé en Afrique du Sud à aider les paysans boers à déposséder les paysans africains de leurs terres, en contrepartie de leur soutien politique. Il était disposé à faire en sorte que les menus privilèges qu'il accorde fréquemment à l'aristocratie ouvrière soient accordés en fonction de la couleur de la peau, pas seulement en fait, mais aussi en droit. Il était disposé à céder devant la grande peur des petits Blancs d'être « submergés » par la majorité noire, en excluant celle-ci dans son ensemble de tous les droits politiques.

C'est au temps de la prédominance coloniale anglaise que le système de l'Apartheid a été mis en place, même si l'officialisation et les ultimes raffinements du système ont été plus tardifs. Par deux trains de lois, le premier en 1913, le second en 1936, l'administration dépossède les Africains de toutes leurs terres dans 86 % du territoire de l'Union et leur interdit à jamais d'être propriétaires, même contre achat, en dehors des 14 % restant. Les non-Blancs sont officiellement exclus des droits politiques au niveau de l'ensemble de l'Etat — y compris les catégories qui, dans les zones anglaises avant la guerre des Boers, possédaient quelques droits. Des lois successives restreignent les libertés de déplacement des Noirs.

Les obsessions, les préoccupations anachroniques, les craintes des « Petits Blancs » afrikaaners ont marqué d'une empreinte raciste, barbare, le régime politique d'Afrique du Sud. Mais c'est la force et la puissance de la classe capitaliste anglaise qui a permis au système de se consolider.

Jusqu'en 1948, le gouvernement de l'Union est assuré par les formations représentant directement les intérêts de l'impérialisme britannique et ceux de la bourgeoisie sud-africaine anglophone et par les partisans afrikaans de la coopération avec les précédents.

Ces formations sont réticentes à pousser le système de la discriminatioin raciale jusqu'à ses ultimes conséquences, de peur de rendre la situation trop explosive.

Le Parti Nationaliste, formation fascisante s'appuyant sur les petits Blancs afrikaans, mise par contre sur les sentiments anti-britanniques des descendants des Boers et surtout sur la grande peur des petits Blancs devant la concurrence des travailleurs noirs sur le marché du travail, devant les revendications de plus en plus fortes des Africains à être traités en hommes et d'avoir les mêmes droits que les Blancs.

Les élections de 1948 portent le Parti Nationaliste au pouvoir. Depuis, il ne l'a jamais quitté. Commença alors la nuit de l'Apartheid parachevé et la lutte des Africains pour s'en débarrasser.

La banlieue noire de Joh

# La corr du mou ouvrier

L'Afrique du Sud est pays le plus industriali du continent africain. J hannesbourg, la plus gran capitale industrielle de continent. La classe ouvri sud-africaine est de loin la p importante du continent a cain, à la fois en nombre et p son poids dans l'économie.

Mais du fait de l'Aparthe elle est aujourd'hui juridiqu ment divisée par la barrière la race.

Aux travailleurs noirs so réservés les emplois de m nœuvres ou d'OS — situati sanctionnée juridiquement, d puis les années 1950, par « job reservation act » — d interdit aux Noirs la presq totalité des emplois qualifiés - les salaires à la limite du mi mum vital, tandis que les t vailleurs blancs occupent l postes qualifiés et touchent d salaires en moyenne dix fo plus élevés. Dans les mines, c écart est de l'ordre de un vingt. Dans les usines, c'e aussi l'Apartheid, la séparati totale, imposée par des régl mentations officielles : Noirs Blancs de la même entrepri n'entrent pas par les mêm portes, ne travaillent pas da les mêmes ateliers, ne ma gent pas aux mêmes cantine n'ont pas les mêmes vestiaire les mêmes lavabos, les mêm toilettes... En matière de droi syndicaux, c'est la discrimin tion aussi. Les droits syndica classiques ne sont reconn qu'aux travailleurs blancs. E seuls ont des organisation

# Un régime policier pour les Blancs aussi

La population blanche des villes vit dans un état permanent de terreur à l'égard des Noirs des townships qui « pourraient bien un jour... déferler sur la ville ». Des barbelés électrifiés de plus de dix mètres de haut entourent à Prétoria le quartier ministériel. C'est significatif. L'ensemble des Blancs Afrikaaners vivent dans une espèce de camp retranché. C'est la rançon d'un peuple qui en opprime un autre...

Mais la dictature policière elle-même ne se limite pas aux seuls Noirs. La logique de l'Apartheid veut qu'on voie le péril communiste partout, et d'abord au sein même de la communauté blanche. L'Afrique du Sud est un pays où la plupart des livres qui offrent un quelconque intérêt sont interdits. Les autorités avaient même interdit *Le Rouge et le Noir* car elles croyaient qu'il s'agissait d'un livre sur le communisme chez les « Bantous », comme elles disent.

Il ne fait pas bon d'être un Blanc anti-raciste. La police politique est partout présente. La torture et les prisons n'épargnent pas les opposants blancs. Les gens sont constamment inquiets d'être surveillés, « listed », soupçonnés d'entretenir des contacts avec des suspects, facilement « bannis » (c'est-à-dire tenus à résidence, sans avoir le droit de se réunir à plus de deux). On ne lit qu'en cachette, toujours attentif au fameux coup de sonnette. Car la terreur policière s'exerce partout.

**Des femmes blanches sud-africaines qui s'entraînent au maniement du pistolet. Digne symbole de l'avenir que réserve l'Apartheid aux Blancs sud-africains : vivre l'arme au poing et dans une peur constante.**

# A L'APARTHEID

(UPI)

annesbourg.

Les Noirs des townships, soumis à un contrôle policier permanent.

## uption
## uvement
## blanc

reconnues légalement, qui peuvent lancer des mots d'ordre de grève et négocier avec les patrons et les autorités au nom de tous les travailleurs. Mais les Noirs, eux, n'ont aucun droit de cette sorte. Depuis les années 1950, les syndicats « mixtes » sont interdits. Les travailleurs noirs n'ont légalement pas le droit de grève. Et, même quand elles existent, leurs organisations ne sont pas reconnues. Patrons et représentants de l'Etat raciste blanc rejettent d'emblée jusqu'au principe du dialogue avec elles.

La politique présente du patronat et du pouvoir politique vise d'une part à empêcher par la force toute forme d'organisation de la majorité noire de la classe ouvrière, et d'autre part à corrompre la minorité blanche. Les grandes organisations syndicales, ouvertement racistes, sont devenues les instruments de cette corruption. Elles sont un des piliers du pouvoir nationaliste et raciste.

Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Les travailleurs sud-africains d'origine européenne ont une histoire plus glorieuse, un passé de luttes contre le Capital. Il leur a fallu des décennies de combats, parfois d'une violence qui ne cède en rien aux luttes actuelles des travailleurs noirs, pour imposer aux magnats des mines et de l'industrie leur droit à l'organisation, des salaires décents. Mais ces luttes ont toujours été corporatistes. Elles se sont toujours limitées à la défense des intérêts économiques des travailleurs blancs, sans chercher à lier leur sort à celui des travailleurs noirs. Ces derniers ont lutté aussi, de leur côté, parallèlement et souvent à l'exemple des travailleurs blancs, mieux armés pour la lutte par des traditions d'organisation. Mais ces mouvements sont toujours restés séparés. Et lorsque les capitalistes eurent les moyens matériels et la volonté politique de donner des miettes à une frange de la classe ouvrière afin de la corrompre, il leur fut facile de renforcer l'aspect raciste de la mentalité corporatiste. Du corporatisme à la ségrégation raciale, la distance n'était pas si grande.

Ainsi, aux multiples moments de l'histoire où la jonction des luttes aurait été possible, elle ne s'est pas réalisée. Les travailleurs blancs n'en ont pas trouvé la voie. Mais ils ne l'ont pas cherchée non plus, faute d'organisations attachées aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et non pas aux privilèges particuliers d'une de ses composantes. Car s'il est vrai que la tâche était difficile, que dès le départ les travailleurs noirs ont été durement maintenus par le patronat dans un état de sous-prolétariat semi-esclave et surexploité, extrêmement difficile à organiser du fait des conditions migrantes précaires qui lui étaient imposées, ce prolétariat noir, partie déterminante de la classe ouvrière sud-africaine, a montré à maintes reprises une immense combativité.

## Les "townships"

● Un journaliste du **Monde** relatait récemment que c'était la panique, le 11 août dernier, à Johannesbourg. Un mouvement de grève avait privé la ville de la moitié de ses travailleurs noirs. Et dans les bureaux et les administrations, à l'heure du thé, les Blancs étaient contraints de courir se servir eux-mêmes...

Les grandes cités blanches d'Afrique du Sud vivent et tournent en effet grâce essentiellement au travail des Noirs. Il y sont ouvriers dans les usines, balayeurs dans les services municipaux, domestiques dans les hôtels et au service des particuliers... Mais ils n'y sont pas moins interdits de séjour. Ils n'ont pas le droit d'y résider, pas le droit d'y vivre, d'y aller au restaurant, au cinéma... même pas le droit de s'y promener. Le régime de l'Apartheid veut qu'une femme ou un homme noirs ne soient autorisés à pénétrer dans une cité blanche qu'afin d'y fournir un travail, et le temps d'y fournir ce travail.

Ainsi, les Noirs font vivre les villes blanches, mais y sont étrangers. La société blanche leur réserve des zones d'habitation particulières, des cités-dortoirs, à la périphérie de ses agglomérations : les « townships ».

Les noms de beaucoup sont désormais connus : Soweto, Alexandra... car ce sont dans ces cités noires des grandes banlieues des villes blanches que les émeutes de ces dernières semaines ont éclaté.

Soweto — abréviation de « South Western Township », parce qu'elle est la « township » du sud-ouest de Johannesbourg — est la plus grande cité noire de l'Afrique du Sud. C'est en quelque sorte la ville jumelle de Johannesbourg. Alors qu'environ 1.700.000 Blancs peuplent cette dernière cité, plus d'un million de Noirs vivent à Soweto.

Mais le parallèle s'arrête à l'aspect quantitatif. Car si Johannesbourg est un petit New York sud-africain, aux quartiers riches et gratte-ciels de béton, Soweto, à quinze kilomètres seulement de là, est un immense bidonville, aux baraques de tôle et de briques. C'est une cité uniformes, aux rues rectilignes, sans arbres, dominées par de puissants projecteurs installés à une trentaine de mètres du sol afin d'assurer la surveillance permanente de tous les faits et gestes de ceux qui y vivent. Plus petite que Soweto, la township d'Alexandra, située elle aussi dans la grande banlieue de Johannesbourg est du même acabit : 60.000 Noirs y ont parqués dans des baraques de tôle, dans des rues de terre battue...

Et le comble, c'est que le droit de résider même dans ces cités-dortoirs, dans ces bidonvilles-dortoirs, est une sorte de privilège qui peut être retiré à tout moment. Même là les Noirs sont résidents temporaires, autorisés à ne rester qu'aussi longtemps qu'ils ont du travail. S'ils perdent leur emploi, ils doivent quitter les townships pour leurs « homelands », leurs réserves.

## Les bantoustans : indépendance ou camps de concentration ?

● La création des « bantoustans », ou « foyers bantous », est l'aboutissement et le couronnement de la politique d'Apartheid. Elle vise à donner une base territoriale à la ségrégation raciale, en donnant à chaque groupe une « patrie ». Les Blancs — 17,6 % de la population — s'octroient 87 % de la superficie du pays. Les 13 % restant sont laissés aux Noirs, qui représentent pourtant 70 % de la population. Le régime n'a pas encore trouvé de solution pour les Métis et pour les Asiatiques qui constituent le reste de la population.

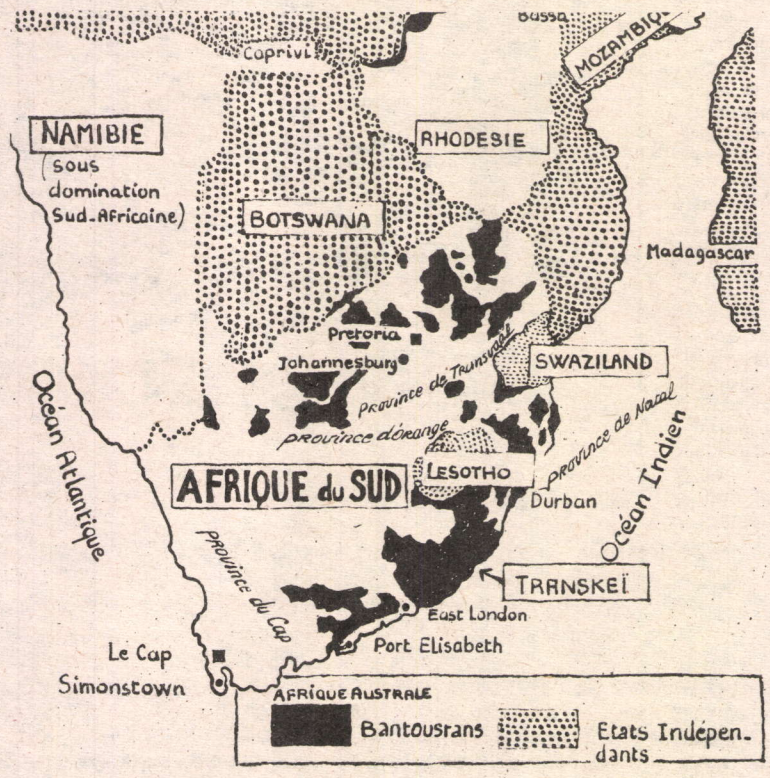
Les différents bantoustans où devrait s'entasser la population africaine sont censés connaître un régime d'autonomie interne pour accéder finalement à l'indépendance. Le principal bantoustan, le Transkeï, sera proclamé indépendant par Prétoria le 26 octobre prochain. Neuf autres bantoustans devront le suivre ultérieurement sur cette voie. A terme, il s'agit de créer dix Etats noirs minuscules, enclavés au milieu d'un puissant Etat blanc. Dix réserves, dont les habitants devraient se consoler de la perte de tout droit sur leur propre pays, l'Afrique du Sud, en gagnant le droit à un drapeau, à un hymne et à un parlement. De ces dix bantoustans, un seul est d'un seul tenant. Tous les autres sont un assemblage de territoires multiples et séparés les uns des autres. Certains sont ainsi composés de dix parcelles différentes (le bantoustan réservé aux quatre millions de Zoulous est même composé de vingt-neuf parcelles de territoire séparées).

Chaque Noir d'Afrique du Sud se voit attribuer la nationalité d'un bantoustan. Pas seulement s'il y habite réellement. Même s'il habite une grande ville depuis des générations et même s'il ne parle plus la langue de ses ancêtres, mais l'anglais ou l'Afrikaans, il sera privé de la nationalité sud-africaine et considéré comme citoyen d'un bantoustan. Avec l'indépendance prochaine du Transkeï, par exemple, 1,3 million d'Africains d'ascendance xhosa deviendront « transkéïens », même s'ils n'ont jamais vu le Transkeï. De Sud-Africains de seconde zone, ils deviendront travailleurs émigrés du Transkeï en Afrique du Sud, ou encore apatrides, s'ils n'acceptent pas cette nationalité.

C'est ignoble et c'est aberrant, car les terres pauvres des surfaces insuffisantes des bantoustans ne peuvent pas faire vivre toute la population qui est censée y vivre. Mais de toutes façons, la population, du moins sa partie active, n'y vivra pas. Dans l'esprit des promoteurs du projet, les ressortissants adultes des bantoustans continueraient à venir travailler dans les usines, dans les mines et sur les plantations d'Afrique du Sud, rendue définitivement blanche. Mais ils y viendraient en tant qu'étrangers et en laissant leur femme et enfants dans le bantoustan.

En fait les bantoustans sont prévus pour être de gigantesques camps de concentration pour les travailleurs noirs. Le gouvernement d'Afrique du Sud a poussé le cynisme jusqu'à prévoir de développer des zones industrielles en bordure des bantoustans, mais sur le territoire de l'Etat blanc.

Avec la mise sur pied des bantoustans, le régime de l'Apartheid est en train de procéder à la partition du pays entre une Afrique du Sud blanche, avec toutes les richesses du pays, et plusieurs Afrique du Sud noires, déshéritées et sous la dépendance complète de la précédente. Le régime sud-africain est même prêt à payer un certain prix pour corrompre et dresser une couche dirigeante servile, susceptible de gérer les Etats des bantoustans en connivence avec Pretoria. Mais certains de ces dirigeants pressentis, eux-mêmes, commencent à se défiler et à s'élever contre le système des bantoustans, tant l'opposition de toute la population noire de l'Afrique du Sud est grande.




**L'Union Sud-Africaine : sur une population de 21,4 millions d'habitants, il y a 3,7 millions de Blancs, soit 17,6 % de la population. Il y a 15 millions d'Africains, 2 millions de Métis et 0,6 d'Asiatiques, rigoureusement séparés par les lois de la ségrégation.**
**Les taches en noir représentent les territoires qui constitueront les futurs bantoustans.**

# APARTHEID, GRAND CAP

## dossier
### l'Afrique du Sud de l'Apartheid

## Les intérêts français en Afrique du Sud

La semaine même où Giscard rappelait, du bout des lèvres, qu'il était opposé à l'Apartheid (il pouvait difficilement faire moins, il était en voyage officiel en Afrique Noire), le gouvernement français signait l'accord définitif de vente de deux centrales nucléaires à l'Afrique du Sud. La France est non seulement un des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, mais une des puissances impérialistes dont les intérêts sont les plus directement liés au maintien du régime de l'Apartheid.

C'est d'abord dans le domaine des armes que les affaires de la France avec l'Afrique du Sud se sont développées au point que la France est devenue le premier fournisseur d'armes de ce pays. Les officiers sud-africains, généreusement invités à faire un stage en Algérie (au temps où celle-ci était encore sous domination française) pour y étudier les techniques françaises de lutte anti-guérilla, s'étaient formés au matériel français et en avaient apprécié les « qualités ». Les commandes devaient suivre : entre 1960 et 1970 la France livrait cinquante Mirage, une centaine d'hélicoptères, neuf avions de transport de troupes... Depuis, cette coopération s'est perfectionnée : Panhard-Levassor a installé en Afrique du Sud des usines pour produire sur place les petits chars mobiles de lutte anti-guérilla et Dassault construit depuis 1971 directement ses Mirage à Johannesbourg.

Dans le domaine civil également, c'est à partir des années soixante que le commerce s'est développé : en dix ans, de 1960 à 1970, les importations venant d'Afrique du Sud ont presque doublé et les exportations de la France vers ce pays étaient, elles, multipliées par six. Les principaux produits importés sont bien connus : laine (les groupes Prouvost et Segard et Agache-Willot achètent entre 40 et 60 % de toute la laine exportée d'Afrique du Sud) les fruits et agrumes et aussi certains minerais. Quant aux exportations, il s'agit surtout de produits industriels lourds.

Parallèlement enfin les investissements français, encore faibles en 1966 et seulement concentrés dans les mines, se sont rapidement développés et le capitalisme français vient en troisième position, après l'Angleterre et les U.S.A. parmi les exportateurs de capitaux en Afrique du Sud, loin derrière l'Angleterre, il est vrai. Mais ces investissements sont dans des domaines importants : l'armement, bien sûr, l'électronique (Thomson-CSF a construit en Afrique du Sud tout un réseau de radio-diffusion et équipé l'armée en matériel de transmissions), ou le pétrole.

Quant aux producteurs français d'automobiles, Peugeot, Renault, Citroën, Berliet, ils ont leurs chaînes de montages en Afrique du Sud : cela fait de grosses économies de transport et surtout des économies de main-d'œuvre. Le capitalisme français s'est bien sûr précipité pour avoir sa part dans la surexploitation des travailleurs africains.

**Depuis les quelques vingt-huit ans que le régime de la ségrégation raciale institutionnalisée est en place, le grand Capital international et les puissances impérialistes ne lui ont pas ménagé leur soutien. Les secondes en aidant l'Afrique du Sud sur le plan militaire et en volant à son secours sur le plan diplomatique chaque fois que cela fut nécessaire. Et le premier en montrant sa confiance — intéressée il est vrai — par des investissements massifs.**

**Tant que le régime de l'Apartheid était capable de garantir la sécurité et la bonne rentabilité des capitaux investis en Afrique du Sud, il convenait aux possesseurs de ces capitaux et à leurs représentants politiques.**

**Les attitudes circonspectes ne manquent cependant pas depuis longtemps chez nombre de représentants du grand Capital. Pas seulement en raison des inconvénients économiques de l'Apartheid, qui limite le nombre des ouvriers qualifiés susceptibles d'assumer des fonctions stables, mais aussi et sans doute essentiellement en raison de ses inconvénients politiques. Les explosions sporadiques de colère parmi les travailleurs noirs rappelaient aux capitalistes la fragilité d'un système où il n'existe aucune soupape de sécurité pour canaliser, freiner et détourner le mécontentement. Un grand capitaliste comme Oppenheimer a proclamé depuis longtemps s'attendre** « à une période dagitation ouvrière » **susceptible d'avoir de** « graves répercussions »**; à moins, ajouta-t-il,** « que la représentation des travailleurs noirs lors des discussions et des négociations avec la direction ne soit radicalement améliorée ».

**Les vagues de révolte successives depuis deux mois et l'incapacité du régime d'en venir à bout, même si elles n'ont pas encore touché directement les grandes entreprises et les mines où sont concentrés les intérêts du grand Capital, constituent cependant un signal d'alarme. Elles mettent à nu aux yeux de l'ensemble de la bourgeoisie internationale, les dangereuses faiblesses du système, du point de vue des intérêts capitalistes.**

**Henry Kissinger vient d'adresser une demande publique aux dirigeants de l'Afrique du Sud afin qu'ils** « tiennent compte des avertissements » **des révoltes de Soweto, pour ajouter que les Etats-Unis** « feront usage de toute leur influence pour promouvoir un changement pacifique, l'égalité des chances et la reconnaissance des droits fondamentaux de l'Homme en Afrique du Sud ».

**Certes, les Etats-Unis continuent à livrer des armes à l'Afrique du Sud. Mais il y a déjà un changement de ton, sinon d'attitude, de l'impérialisme. Et il ne s'explique pas par le seul désir de faire du charme en direction des Etats africains.**

**C'est déjà un résultat de la lutte de ceux de Soweto et d'ailleurs. L'impérialisme commence à avoir une peur salutaire de l'explosion. Dès lors, peu lui importent les hantises anti-Noirs des petits Blancs d'Afrique du Sud. Il faudra qu'ils mettent de l'eau dans leur vin pour éviter la révolte des Noirs.**

**Le régime raciste n'avait guère à se soucier des condamnations de l'ONU ou de l'indignation de l'opinion publique mondiale tant qu'il avait le soutien de l'impérialisme. Mais il a quelques raisons de se demander si ce soutien lui sera toujours accordé.**

**Le grand Capital peut avoir quelques préférences pour un régime raciste blanc en Afrique du Sud. Mais il préférera un Houphouët-Boigny, voire un Neto, appuyés sur une majorité noire, plutôt que le désordre permanent. Il sait qu'il peut sauvegarder ses intérêts même si les petits Blancs sont obligés de faire leurs valises. Les petits Blancs de la Rhodésie sont en train de faire l'expérience, après tant d'autres, que, si le grand Capital impérialiste sait se servir d'eux contre les Africains, il sait aussi les lâcher.**

**Il est vrai que , quand bien même il le voudrait, l'impérialisme ne disposerait pas aussi facilement des quelque trois millions de petits Blancs d'une Afrique du Sud indépendante et possédant un appareil d'Etat puissant, que de l'infime minorité de Blancs de Rhodésie. Et pour l'instant rien n'indique qu'il le veuille.**

**Le régime de Prétoria est engagé dans une espèce de course de vitesse pour convaincre l'impérialisme que la fragilité de la situation vient de son caractère transitoire et qu'une fois les bantoustans mis en place, la partition du pays achevée, le nouvel Etat sud-africain, qui comptera une proportion plus faible de Noirs, pourra être parfaitement contrôlé par le régime.**

**Un tel Etat blanc armé jusqu'aux dents, avec des habitants accrochés à leur sol, offrirait en outre à l'impérialisme les mêmes avantages sur le continent africain en ébullition que lui en offre Israël au Moyen-Orient.**

**Mais les penseurs de l'Apartheid risquent d'être balayés par la révolte des masses noires avant qu'ils ne parviennent à montrer dans les faits l'avantage de leur système à l'impérialisme.**

**A l'aéroport de Johannesbourg, toilettes séparées pour les « Blancs » (whites ou blankes) et les « non-Blancs » (non-whites on nie-blankes). Une ségrégation dont les grands du monde impérialiste se disent scandalisés, mais sur la base de laquelle certains ont accumulé des fortunes.** (Sipa-Press)

## Lorsque les capitalistes se plaignent de l'Apartheid

Tant que l'économie sud-africaine tournait exclusivement autour de l'exploitation minière — et dans une moindre mesure autour d'une agriculture extensive basée sur la main-d'œuvre servile — la ségrégation raciale avait plus d'avantages que d'inconvénients pour les capitalistes.

Le développement d'une industrie de transformation relativement importante, nécessitant une main d'œuvre qualifiée, se heurte cependant de plus en plus, même sur le plan strictement économique, au système de l'Apartheid. Les lois racistes interdisent explicitement l'utilisation des travailleurs non-blancs pour les emplois qualifiés. Par ailleurs, la sous-éducation imposée aux Africains rend difficile leur emploi même pour les tâches relativement simples de toute industrie un tant soit peu compliquée.

A défaut d'autre morale, la morale du profit incite un nombre croissant de capitalistes à prendre position contre les inconvénients du système de l'Apartheid, sinon contre le système lui-même. Le milliardaire Harry Oppenheimer déclarait crûment que « **le refus d'utiliser 80 % de la main-d'œuvre n'est pas le signe d'une économie saine, mais bien celui d'une politique de suicide** ».

Cette pression des nécessités de l'exploitation dans ces conditions nouvelles pousse bien des capitalistes à violer les lois de l'Apartheid et à embaucher des travailleurs noirs pour des emplois légalement réservés aux Blancs (en les sous-payant cependant).

Le régime a dû tenir lui-même compte de ces pressions en permettant en 1970 à des Métis d'occuper des postes qualifiés.

# ITAL & IMPERIALISME

Dans une mine d'or d'Afrique du Sud. (Sipa-Press)

## Le «miracle économique» fondé sur le travail forcé

L'Afrique du Sud est de loin le pays le plus industrialisé de l'Afrique. Elle produit trois fois plus d'acier et quatre fois plus de charbon que l'ensemble des autres pays africains réunis. Elle consomme 60 % de la consommation électrique du continent, ou encore elle détient la moitié de toutes les voitures particulières et de tous les réseaux téléphoniques. Elle est la seule sur le continent africain à avoir une industrie de transformation notable. Sa production proprement industrielle représente d'ailleurs plus de 40 % de la production industrielle totale d'Afrique.

Longtemps pour ainsi dire exclusivement fournisseur de matières premières, comme tous les pays sous-développés, l'Afrique du Sud a connu pendant et après la Deuxième Guerre mondiale un développement économique rapide, faisant que l'importance économique de la production manufacturière est en passe de rattraper et de dépasser la production minière.

Ce « miracle économique », dont les tenants du régime de Prétoria tirent des arguments racistes, n'a rien de miraculeux. Il repose fondamentalement sur les retombées locales de la surexploitation des travailleurs noirs au bénéfice des grands trusts impérialistes.

L'attrait de l'Afrique du Sud pour le Capital international a commencé avec la découverte des plus riches gisements d'or et de diamant de la planète. Il s'est accru avec les découvertes successives d'un grand nombre d'autres richesses minières : cuivre, manganèse, uranium et toute une série de métaux rares. Mais, attrait entre tous pour le Capital international : l'existence d'une main-d'œuvre d'un exceptionnel bon marché pour extraire toutes ces richesses minières.

Les compagnies minières ont drainé vers les mines les paysans d'Afrique du Sud dépossédés et chassés de leurs terres ; des travailleurs du Mozambique voisin, livrés de force aux compagnies minières par les autorités coloniales portugaises ; les pauvres d'un peu partout de toute l'Afrique australe.

Plus que sur l'or et sur le diamant, la richesse des compagnies s'est édifiée sur un véritable système de travail forcé, avec des travailleurs utilisés, pendant un ou deux ans au maximum, à la limite de leurs possibilités physiques, totalement livrés aux compagnies et pratiquement pas payés.

Le taux de profit des compagnies minières a été parmi les plus élevés du monde. Il le demeure. Et même aujourd'hui, et même au niveau de l'ensemble des branches industrielles, on considère que les profits dégagés remboursent le capital initialement investi en moyenne entre cinq et six ans.

Attirés par les taux de profit élevés, les capitaux étrangers n'ont pas cessé d'affluer jusqu'à une période récente. Ce qui a cependant distingué l'Afrique du Sud d'autres pays sous-développés, c'est que pendant et à partir de la Deuxième Guerre mondiale, les profits des capitaux étrangers n'ont pas été réinvestis dans les seules exploitations minières ou rapatriés. Ils ont essaimé vers les industries de transformation.

L'isolement de l'Afrique du Sud pendant la guerre et la nécessité de réinvestir sur place ont été le point de départ de ces investissements dans les secteurs manufacturiers. Et surtout, la population blanche, privilégiée par rapport au restant de la population, constituait un marché, restreint certes mais susceptible de servir de base à certaines industries de transformation.

Dans les branches où l'étroitesse du marché n'attirait pas les capitaux privés, l'Etat prit la relève. L'Afrique du Sud est un des pays capitalistes semi-développés où le rôle économique de l'Etat est le plus grand. La sidérurgie repose pour l'essentiel sur les entreprises d'Etat. Il en va dans une large mesure de même pour l'industrie chimique, pour la construction aéronautique, voire même pour l'industrie textile. L'Etat contrôle le transport ferroviaire et une part importante des transports routiers.

Cette large intervention de l'Etat concrétise la tentative de la bourgeoisie sud-africaine de s'émanciper de l'emprise du Capital international, voire même la tentative de la bourgeoisie afrikaaner de se renforcer par rapport à la bourgeoisie d'origine anglo-saxonne. Tentative dont les résultats sont d'ailleurs limités : les groupes impérialistes possèdent 90 % des intérêts bancaires, les deux tiers des mines d'or et la moitié des industries de transformation elles-mêmes. Et la part prépondérante des capitaux sud-africains eux-mêmes continue à appartenir à la bourgeoisie d'origine anglo-saxonne.

La tentative d'émancipation elle-même se fait au détriment de la majorité africaine. La capacité de l'Etat d'investir repose sur la spoliation de la majorité africaine, sur un système d'impôt particulièrement lourd pour les Noirs, sur la surexploitation des travailleurs africains.

Ainsi, le développement industriel dans son ensemble, qu'il soit le fait du capital impérialiste ou de l'Etat, creuse encore l'écart entre la société blanche et la société africaine.

Les moyennes de production et de consommation par habitant mentent. L'Afrique du Sud n'est pas un pays développé. Il y a des îlots de richesses dans un océan de misère ; des zones de développement au milieu du sous-développement. L'opulence des cités blanches de Johannesbourg, de Prétoria, du Cap ou de Durban repose sur l'arriération des campagnes et sur les camps de concentration industriels des cités dortoirs pour travailleurs.

## Pour les racistes de Pretoria : le commencement de la fin

**Le système de l'Apartheid est ébranlé. Non pas parce qu'il est condamnable, non pas parce qu'il est barbare, inhumain, ignoble; sinon il aurait dû s'effondrer depuis longtemps. Il est ébranlé tout simplement parce que ceux qui en sont les victimes ne l'acceptent plus.**

**Dans leur volonté d'écarter tous ceux qui sont Africains, Asiatiques ou Métis de tous les droits, de toutes les libertés, les dirigeants racistes ont détruit eux-mêmes toutes les raisons, réelles ou supposées, pour lesquelles un Africain pouvait se retrouver derrière le régime. Ils ont privé tous les Noirs de ces quelques droits formels dont l'exercice, en régime capitaliste, tient lieu de liberté. Ils ont eux-mêmes supprimé tous les « interlocuteurs valables », tout intermédiaire entre le régime et les masses exploitées noires. Plus de tampons, plus de soupape de sécurité, plus de ces multiples complicités d'intérêt qui lient généralement les petits privilégiés aux gros. Le pouvoir en Afrique du Sud n'a plus d'autre fondement que la crainte et la résignation qu'il est capable de susciter. Eh bien, le temps de la résignation s'achève et la crainte n'opère plus.**

**La révolte des masses noires d'Afrique du Sud sera-t-elle brutale ou s'étalera-t-elle sur des mois, sur des années, avec des flambées successives ?**

**Nul ne peut le dire. Mais cette révolte est commencée. Elle doit parvenir à ses fins et aboutir à la destruction du système d'oppression raciale. Tous les travailleurs conscients doivent être profondément solidaires de ce combat des opprimés sud-africains. C'est aussi leur combat.**

**Cette révolte des masses noires d'Afrique du Sud reste sur le terrain du nationalisme. Comme telle, elle ne peut aboutir qu'à la création d'un Etat bourgeois noir, c'est-à-dire d'un Etat qui ne sera pas l'instrument d'émancipation définitive, sociale des classes exploitées.**

**La responsabilité en incombe au mouvement ouvrier international qui, gangrené par la social-démocratie d'abord, par le stalinisme ensuite, n'a pas été capable d'offrir des perspectives politiques aux masses noires d'Afrique du Sud. La classe ouvrière de ce pays est pourtant de taille à prendre la direction de la lutte contre l'oppression raciale. Mais cela demande un progamme révolutionnaire prolétarien. Cela demande un parti révolutionnaire.**

**La classe ouvrière au pouvoir pourrait jeter les fondements d'une société multiraciale.**

**Cela serait souhaitable. Cela serait possible. Cela serait indispensable.**

**Cette voie, celle de l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière, au-delà des barrières raciales, contre les exploiteurs capitalistes communs, a été tenue fermée avec la complicité du mouvement ouvrier organisé blanc, d'Afrique du Sud comme d'ailleurs. Les opprimés d'Afrique noire entrent en lutte avec le drapeau du nationalisme, faute d'avoir celui du prolétariat.**

**Si elle demeure sous la direction du nationalisme bourgeois, la révolte des exploités d'Afrique du Sud ne pourra pas aller jusqu'au bout de ses possibilités, qui sont immenses et pas seulement au niveau de la seule Afrique du Sud. Mais elle pourra chasser les tenants de l'Apartheid, mettre fin à l'oppression raciale et faire en sorte que les Africains puissent enfin se sentir chez eux dans leur propre pays.**

**Et c'est déjà d'une portée considérable.**

**Une plage de La Rochelle.** (SIPA)

# Les bactéries de la mer

Le problème de la pollution des plages vient de faire à nouveau des vagues. En effet, la revue **Que Choisir ?** de l'Union Générale des Consommateurs a fait sa propre enquête, ses propres analyses et en a publié les résultats sous forme de palmarès des plages les plus polluées de France, des plus « douteuses » aux plus « acceptables ». En tête arrive Trouville, ce qui a valu à la télévision le spectacle des protestations aussi embarrassées que véhémentes du maire de la ville, un notable de la majorité.

Les plages sont de plus en plus polluées, non seulement par les déchets solides visibles et autres goudrons dont le baigneur a le spectacle, mais aussi par des microbes et bactéries en tous genres, invisibles bien sûr à l'œil nu. C'est déjà un scandale. Mais ce qui en est un autre, c'est que les prélèvements et analyses que font faire les autorités ne soient pas communiqués officiellement au public. Ils ne le sont qu'aux maires concernés. L'un d'eux, celui de La Rochelle, a d'ailleurs pris la décision de fermer provisoirement une plage à la suite d'une telle communication.

Et toutes les autres ? Ne restent-elles pas ouvertes alors que la pollution y dépasse le seuil tolérable ? Impossible de le savoir. Mais possible de le craindre. Le film **Les dents de la mer** avait montré des autorités d'une ville américaine plus que discrètes sur la présence des requins au large des côtes, pour ne pas léser les intérêts des promoteurs et autres hôteliers qui vivent du tourisme.

Mais les bactéries étant moins visibles que les requins, les autorités des stations balnéaires françaises peuvent être encore plus discrètes.

**M.V.**

# Musique pop censurée

Coup sur coup, trois festivals de musique Pop viennent d'être annulés : ceux de Bouisse, Nîmes et Orange. A Bouisse, c'est la préfecture qui en a décidé ainsi, soi-disant par mesure de sécurité. A Nîmes puis à Orange, ce sont les municipalités, l'une de gauche, l'autre de droite, toutes deux favorables au début à ces festivals, qui ont finalement reculé et refusé d'accueillir les dizaines de milliers de jeunes attendus pour ces représentations.

Les municipalités ont eu peur de voir des incidents comparables à ceux d'Arles se reproduire. Et la peur d'avoir à affronter un vote défavorable aux prochaines municipales a été plus forte pour les élus de Nîmes que leur soutien à « la liberté d'expression sous toutes ses formes » qu'ils aiment rappeler à toute occasion.

Au festival d'Arles en juillet, en effet, des bagarres ont éclaté, dont l'origine plus que douteuse a été largement commentée par la presse. Parce que des jeunes voulaient « resquiller », parce qu'un service d'ordre trop musclé avait été mis en place, des incidents menaçaient. Les organisateurs d'Arles avaient décidé à la première représentation de laisser rentrer des jeunes, après bousculades, afin d'éviter des incidents plus graves. La deuxième représentation s'acheva par les bagarres, l'incendie et l'intervention des forces de police. Une provocation probablement. En tout cas on s'aperçoit, avec l'interdiction des trois festivals qui est une censure de fait, à quel point il est facile pour tous les réactionnaires, animés d'un véritable sentiment raciste à l'égard des jeunes, de faire interdire un rassemblement, même s'il ne s'agit que de musique.

Et ce, avec l'aide de la police. Ce qui n'est pas étonnant. Car les forces policières, appointées et désignées pour faire respecter l'ordre, composées de réactionnaires et échappant à tout contrôle de la population, font respecter leur ordre, et nul autre.

Si les jeunes veulent pouvoir bénéficier de la liberté, ne serait-ce que pour écouter la musique qui leur plaît, ils devront apprendre à faire eux-mêmes leur propre police.

**Dominique LEGER**

# LE FRANC, UNE FOIS DE PLUS A LA DÉRIVE

*Il y a quelques jours, selon Giscard, la situation des finances publiques de la France était « la meilleure d'Europe ». Devant la baisse qui continue notamment par rapport au deutschmark, Fourcade vient de déclarer que la situation est* « préoccupante mais pas dramatique ». *Demain elle sera sans doute* « dramatique mais pas désespérée ».

*Se livrer à des incantations, afficher un bel optimisme et prier le ciel que les spéculateurs les croient est en effet la seule chose que puissent faire les autorités de l'Etat pour tenter d'enrayer la nouvelle vague de défiance qui a atteint le franc ces derniers jours.*

*Car, en admettant même que toutes ces affirmations soient vraies — et la hausse des prix qui atteint en France deux fois et demie celle enregistrée en Allemagne et aux Etats-Unis, tout comme le déficit de la balance des paiements du pays, prouvent plutôt le contraire — cela ne changerait rien à rien. Les mouvements de capitaux n'ont aujourd'hui plus rien à voir avec une quelconque logique économique.*

*Il suffit qu'une petite partie des grandes sociétés détentrices des dizaines de milliards d'euro ou de pétro-dollars se mettent à jouer la baisse du franc, pour que celui-ci se mette à baisser automatiquement et que le mouvement s'amplifie rapidement, chacun cherchant à se débarrasser d'une monnaie qui perd de sa valeur.*

*Dans ces conditions, Fourcade peut bien répéter qu'il n'y aura pas de dévaluation, c'est simplement refuser d'appeler les choses par leur nom : le franc flotte toujours, mais de plus en plus bas, et en trois mois c'est 12 % de perte qu'il a enregistrés par rapport au dollar et au mark.*

*Mais si toute logique a disparu dans ce système monétaire complètement irrationnel où les gouvernements, qu'ils soient français, britannique ou italien, ne peuvent rien contre la baisse périodique de leur monnaie, il reste tout de même une constante.*

*Cette dévaluation de fait du franc profite aux industriels exportateurs qui peuvent ainsi se mettre 12 % dans la poche et elle entraînera une hausse de tous les produits importés, donc du coût de la vie. Les grandes sociétés pétrolières ont paraît-il déjà déposé une demande d'augmentation pour la rentrée parce que le pétrole payé en dollars leur coûte désormais plus cher.*

P.V.

# Répression au 1er régiment de Dragons de Lure

**Le comité de soldats du 1er régiment de Dragons de LURE communique :**

Après la parution début juillet du nº 4 des **Dragons voient rouge,** le colonel Fayolle et ses amis ont réagi : dès le lendemain la Sécurité Militaire était là.

Trois camarades ont fait les frais de l'opération :

Pierre Hémon : 30 jours d'arrêts de rigueur pour avoir trouvé un tract sur lui et être suspecté d'avoir participé à la manifestation du 1er mai. Emprisonné à Lure, puis muté au secret à Valdahon (sa compagne n'a pas encore réussi à le voir), il est revenu à Lure le temps de faire ses paquetages : il est muté au 511e GTL à Auxonne. Ecrivez-lui !

André Guirado : suspecté d'avoir participé à la manifestation du 1er mai, il est muté à Bar-sur-Aube.

Beamonte : qui ne cachait pas ses opinions concernant l'armée a été aussi muté.

En s'attaquant à quelques camarades, la Sécurité Militaire et le colonel ont raté leur coup !

Le Comité de soldats du 1er R.D. n'est pas mort ; l'action continue !

# Les prisons tuent

Il y a quelques jours, deux détenus sont morts à la prison « modèle » de Fleury-Mérogis ; l'un s'est suicidé, l'autre est mort d'une embolie à la suite du refus de l'administration pénitentiaire de le faire soigner. Un troisième s'est suicidé à la Santé. Depuis deux mois cela fait six morts connues dans les prisons de la région parisienne.

Car les prisons ne se contentent pas de briser moralement des hommes ou d'en faire des criminels, elles tuent aussi ; bien des détenus ne supportent pas la perspective de passer des années, voire toute leur vie, enfermés entre quatre murs et livrés à la brutalité et aux mesquineries des « matons ».

Cette société, qui pousse les laissés-pour-compte, ceux qui ne sont pas assez grands truands pour échapper à la loi, à un tel désespoir qu'ils ne voient pas d'autre solution que le suicide, est une société malade, une société condamnée.

## *Les indemnités de sécheresse*

# Les petits paysans seront comme d'habitude défavorisés

Chirac a finalement annoncé que des acomptes sur les indemnités de sécheresse **« pourraient être versés dans les prochaines semaines »**. Devant la situation catastrophique qui est celle de nombreux agriculteurs et éleveurs, en particulier dans l'ouest et le centre de la France, le gouvernement est donc revenu sur sa décision initiale de ne rien accorder avant la réunion prévue pour le 29 septembre.

Mais il y a cependant loin des promesses aux actes et il y a fort à parier que les aides financières débloquées par le gouvernement ne compenseront que pour une bien faible part les pertes subies d'ores et déjà par des milliers de petits exploitants

Si le gouvernement n'est en effet jamais avare de belles paroles — Chirac ayant à plusieurs reprises proclamé que **« la solidarité nationale »** jouerait pleinement et que les aides auraient pour objectif de **« compenser intégralement les pertes subies par les agriculteurs du fait de la sécheresse »** —, les petits paysans ont toutes les raisons de rester extrêmement méfiants.

N'est-ce pas Fourcade qui osait déclarer en mars de cette année que l'agriculture française était sortie de la crise **« plus forte qu'elle n'y était entrée »**, alors que l'on estime que le pouvoir d'achat des agriculteurs a en moyenne baissé de 13 à 14 % entre 1973 et 1975 ? N'est-ce pas le ministre de l'Agriculture lui-même, Christian Bonnet, qui affirmait au début de l'été que les indemnités allouées à l'automne prochain aux éleveurs seraient calculées en fonction du nombre de bêtes qu'ils auraient réussi à conserver, ce qui était une façon particulièrement cynique de défaforiser les plus pauvres, contraints de faire abattre un cheptel qu'ils n'avaient pas les moyens financiers de continuer à nourrir avec tous les frais supplémentaires occasionnés par la sécheresse ?

N'est-ce pas enfin une bonne preuve du mépris dans lequel le gouvernement tient les petits paysans que d'attendre que ceux-ci se soient ruinés et endettés durant tout l'été, leur faisant simplement l'aumône de quelques camions de paille chargés par l'armée, pour enfin daigner se pencher d'un peu plus près sur le sort des régions les plus touchées par la sécheresse ?

Alors, ces aides dont on ne sait pour l'instant rien de précis, ni sur leur montant, ni sur leur nature, ni sur la façon dont elles seront calculées et distribuées, risquent bien, comme toutes les autres subventions attribuées en temps normal ou en période de calamité locale aux agriculteurs d'aller essentiellement dans la poche des plus gros exploitants que toute la politique gouvernementale favorise systématiquement aux dépens des petits paysans.

Et ce, d'autant plus que ces aides seront évaluées et réparties après consultation des chambres d'agriculture qui, grâce à un système électoral truqué, assurent plus de 95 % de sièges à la FNSEA, dirigée par les gros agriculteurs avec environ 60 % des voix alors que le MODEF, plus proche des petits paysans, qui recueille 20 % environ des suffrages, n'y obtient que 1 % des sièges ! Et ce, d'autant plus aussi qu'une partie sans doute essentielle de cette aide sera accordée sous forme de prêts et de reports d'échéances qui ne feront que reporter, au mieux de quelques années, la ruine des paysans les plus démunis.

Indemniser dans les mêmes proportions les pertes d'un gros exploitant qui verra ses profits réduits, et celles d'un petit paysan dont le petit capital ne lui procure qu'une revenu bien souvent inférieur au salaire des ouvriers les moins bien payés, cela serait déjà injuste. Cela reviendrait à mettre sur un pied d'égalité ceux, les riches, pour qui la sécheresse a seulement entraîné une baisse de leurs profits d'habitude plantureux et ceux, les plus pauvres, pour lesquels elle aura signifié la ruine. Mais ce n'est même pas de cela qu'il s'agira. Ce sont les plus gros qui se tailleront la part du lion. une fois de plus.

Chirac, toujours lui, a déclaré qu'en matière d'aide, si l'on voulait être rapide et efficace, il était difficile d'être juste. L'aide n'a pas été rapide, mais elle ne sera pas plus juste pour autant, les petits paysans le savent déjà, instruits par l'expérience. La seule réelle solidarité qui pourrait leur venir en aide, c'est celle d'un Etat des travailleurs, des villes comme des campagnes, où les capitalistes et leurs représentants ne feront plus la loi.

**Pierre VERNANT**

# L'autre façon d'être une banque

*La Société Générale a bien des misères. Après sa succursale de Nice le mois dernier, c'est son agence de l'île Saint-Louis, à Paris, qui a été dévalisée suivant les mêmes méthodes le week-end du 15 août.*

*Cette fois encore la joyeuse équipe (peut-être la même) a transporté par les égoûts bombonnes d'oxygène et d'acétylène, chalumeaux, lance thermique, gaine d'aération, planches, étais, brouettes etc. Prouvant ainsi qu'il est plus facile d'ouvrir un gros chantier clandestin — creuser un tunnel de 5 m de long, percer une plaque de béton armé, déblayer quelques mètres-cube de gravats pour dévaliser 130 des 190 coffres d'une banque — que de prendre le métro tranquillement, un soir à Trocadéro, avec un titre de transport en règle.*

*Sensibilisés aux questions de sécurité par les campagnes de Ponia, les voisins avaient bien perçu des bruits suspects. Alertée, la société spéciale de surveillance est venue inspecter les lieux à plusieurs reprises sans rien découvrir.*

*A Nice les voleurs avaient trouvé en moyenne près de 190.000 NF dans chacun des 300 coffres visités. Il parait qu'à Paris le butin est encore plus juteux. Bien sûr cet argent n'ira pas dans votre poche, mais il ne vous est peut-être pas indifférent de savoir qu'il sort de celles d'un banquier, de celles de la duchesse de Bedford ou de celles du préfet de police Somveille lui-même qui venait de louer un coffre, pensant que la Société Générale, instruite par le malheur, avait revu ses systèmes de sécurité.*

*Mais justement, que fait la police, sont en droit de se demander les honnêtes citoyens ? Pour le moment, la police est plus qualifiée en couleurs qu'en bruits d'égouts. Elle connaît le rouge manifestant, le basané immigré et quadrille le métro. Mais elle n'y a pas encore trouvé de cambrioleurs avec leur profession inscrite sur leur carte d'identité.*

*Et puis, avec leur argent, ceux de l'île Saint-Louis vont pouvoir maintenant se payer des taxis, alors...*

**L'entrée de la salle des coffres...**

## Incendie de forêts dans les Aspres

# Les pouvoirs publics sont responsables

La colère et l'indignation habitent aujourd'hui la population des Aspres dans les Pyrénées-Orientales. Le maire d'Oms vient de démissionner en signe de protestation. En effet, il y a une quinzaine de jours, un immense incendie a détruit les forêts des Aspres. Pendant trois jours entiers, les 27, 28 et 29 juillet, le feu a fait ses ravages, détruisant 20 000 hectares de bois, de vignes et de vergers.

C'est une zone désolée que traversent sur des kilomètres les vacanciers : arbres calcinés, fils téléphoniques fondus et pendant le long des routes. Quelques jours avant, il y avait ici de belles forêts de chênes et de chênes-lièges. De ce désastre, les pouvoirs publics sont directement responsables. Les bois ont été ravagés parce que les équipes de pompiers ont été envoyées trop tard. En bien des endroits, il est incontestable que le feu aurait pu être circonscrit. C'est seulement au bout du troisième jour que sont arrivés les Canadairs. Pendant ces journées, les habitants se sont pratiquement défendus eux-mêmes contre l'incendie. On a pu voir ainsi des familles combattre le feu avec des seaux d'eau autour de leur habitation.

Dans cette région aride et boisée, les incendies sont certainement inévitables, mais le scandale c'est que rien ne soit prévu pour limiter l'ampleur de tels désastres. Pourquoi ? Parce que le gouvernement et l'administration préfèrent aider les promoteurs à se procurer des superbénéfices sur la côte plutôt que d'assurer la sécurité des populations de l'intérieur. Les habitants des Aspres font aujourd'hui les frais de l'incurie criminelle du gouvernement. Il faudra plusieurs années pour effacer les traces de l'incendie, pour reboiser la région, replanter les pieds de vigne et les arbres fruitiers.

Les habitants des communes sinistrées ont l'intention de créer un comité pour l'indemnisation des victimes pour obliger le gouvernement à reconnaître qu'il y a eu faute de la part des pouvoirs publics. Ils sont décidés à lutter pour que la vérité soit connue de tous, pour que le scandale éclate.

# FILMS FILMS FILM

## On l'appellait Milady

C'est le second épisode des aventures de d'Artagnan, vues par un metteur en scène anglais. Pour l'intrigue, il suit d'assez près Alexandre Dumas. Mais il voit à sa façon les personnages, anglais ou français d'ailleurs. Les mousquetaires, le roi, les hauts personnages des deux cours ont tous leur côté ridicule. Aucun n'est oublié par le metteur en scène qui a pris pour parti de démolir la légende.

De celle-ci, il reste les chevauchées, les grands coups d'épée, les complots chers à Dumas, le tout sur fond de guerre de religion (l'action se passe pendant le siège de La Rochelle). Et surtout tout au long du film, les gags se multiplient, l'action ne traîne pas. Voilà deux heures d'agréable distraction.

**André ROUSSEL**

# TELE

## sélection

### Samedi 21 août

**FR 3** - 20 h 30 - Théâtre : **L'ombre** d'Evgueni Schwartz. Schwartz est un écrivain soviétique qui a surtout écrit des contes pour enfants et pour adultes. Même après sa mort en 1948 ses pièces seront censurées; ce n'est qu'en 1956 qu'il sera enfin joué en URSS. **L'ombre** est un conte de fées grinçant plein de sous-entendus.

### Dimanche 22 août

**TF 1** - 19 h 30 - **Les animaux du monde** de F. De La Grange.
- Les Malimbes, oiseaux architectes.
- Le blaireau au savant terrier.

**TF 1** - 22 h - **La vallée des premiers hommes.** Nos ancêtres, les australopithèques, il y a 3.500.000 ans, quelque part en Ethiopie.

**A 2** - 17 h 30 - **La vie secrète des animaux :** où l'on découvre, paraît-il, que ce n'est pas le lion, mais la lionne qui est le vrai « roi » des animaux.

**A 2** - 19 h 30 - Un film de Jean Renoir : **Toni** (1934). Tiré d'un fait divers qui eut lieu parmi les travailleurs italiens et espagnols immigrés en Provence. C'est un film « néo-réaliste » avant la lettre, avec tout le talent de Renoir.

### Lundi 23 août

**FR 3** - 20 h 30 - Cinéma : **Le jeu de la vérité** de Robert Hossein (1961) avec S. Servais, Jean-Louis Trintignant, etc... Du suspense autour d'un jeu qui tue.

### Mardi 24 août

**A 2** - 20 h 30 - Les Dossiers de l'Ecran : **Douglas Mac Arthur,** le chef de guerre de l'impérialisme américain qui voulait bombarder la Chine avec des bombes atomiques.

**FR 3** - 20 h 30 - **Le tigre du Bengale,** film d'aventures de Fritz Lang (1958)

### Mercredi 25 août

**TF 1** - 22 h - **Gorilla.** Un film sur la vie d'une petite colonie de gorilles dans les forêts africaines.

### Jeudi 26 août

**TF 1** - 13 h 35 - **Les portes de la nuit,** film de M. Carné (1936) avec Yves Montand, P. Brasseur... Drame poétique inspiré par Prévert.

### Vendredi 27 août

**A 2** - 20 h 30 - Molière pour rire et pour pleurer : **l'Affaire Tartuffe.** Une évocation du combat de Molière contre les dévots.

## sélection

### A L'USAGE DES PARISIENS

#### Reprises

**Un homme et une femme** de C. Lelouch : Biarritz (8e).

**L'épouvantail** de J. Schatzberg : Dominique (7e).

**Festival Ingmar Bergman :** Racine (6e).

**Festival jeune cinéma américain :** Boîte à films (17e).

**Général Idi Amin Dada** de B. Schroeder : Châtelet Victoria (1er).

**Harold et Maude** de H. Ashby : Luxembourg (6e).

**Hiroshima mon amour** de A. Resnais : Gît-le-cœur (6e).

**Macadam cow-boy** de J. Schlessinger : Studio Bertrand (7e).

**If** de L. Anderson : Denfert (14e).

**On achève bien les chevaux** de S. Pollack : La clef (5e).

**2001, l'odyssée de l'espace** de S. Kubrick : Gaumont Champs-Elysées (8e) - Français (9e) - Hautefeuille (6e) - Fauvette (13e) - Gaumont Rive Gauche (6e).

**Festival cinéma américain :** Pagode (7e).

**Jules et Jim** de F. Truffaut : Châtelet Victoria (1er).

**Little Big Man** de A. Penn : La Clef (5e).

**Les sentiers de la gloire** de S. Kubrick : Châtelet Victoria (1er).

**Les plus belles années de notre vie** de W. Wyler : Publicis Saint-Germain (6e) - Balzac (8e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Maillot (17e).

**Les enfants du Paradis** de M. Carné : Studio des Ursulines (5e).

#### Récents

**L'apprentissage de Duddy Kravitz** de T. Kotcheff : Marbœuf (8e) - Action La Fayette (9e) - Olympic (14e).

**F comme Fairbanks** de M. Dugowson : Studio Contrescarpe (5e).

**La terre de la grande promesse** d'A. Wajda : Saint-André-des-Arts (6e).

**L'argent de poche** de F. Truffaut : Les Cinoches de Saint-Germain (6e).

**Au fil du temps** de Wimfwenders : Marais 28 (4e).

**Cadavres exquis** de F. Rossi : Studio Alpha (5e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Montparnasse (14e) - Marbœuf (8e) - Ternes (17e).

**Cria Cuervos** de C. Saura : Hautefeuille (6e) - Saint-Lazare Pasquier (8e) - Montparnasse Pathé (14e) - Trois Murat (16e) - Elysées Lincoln (8e) - 14 Juillet (11e).

**Next stop Greenwich Village** de P. Mazurski : Saint-Germain Huchette (5e).

**Nous nous sommes tant aimés** d'E. Scola : Quintette (5e) - Montparnasse 83 (6e) - Gaumont Madeleine (8e) - Marbœuf (8e).

**Taxi Driver** de M. Scorcese : Paramount-Odéon (6e) - Publicis Champs-Elysées (8e) - Paramount Opéra (9e) - Parmount Montparnasse (14e) - Boul'Mich (5e).

**Vol au-dessus d'un nid de coucou** de M. Forman : Studio Jean Cocteau (5e) - Publicis Champs-Elysées (8e) - Paramount Gaîté (14e).

#### Pour se distraire

**La soupe au canard** de L. Mc Carey : Luxembourg (6e) - Elysées Lincoln (8e) - Trois Haussmann (9e).

**La folie des grandeurs** de G. Oury : Marignan (8e) - Gaumont Opéra (9e) - Montparnasse Pathé 74 (14e) - Cambronne (15e).

**Le lauréat** de M. Nicols : Rio Opéra (2e) - Odéon (6e) - Marbœuf (8e) - Bienvenue Montpanasse (15e).

**Festival Pop-movies** avec entre autres les films des Beatles : Dejazet (3e).

**Hellzapoppin** de H. C. Potter : Studio Galande (5e).

**Le shérif est en prison** de M. Brooks : La Clef (5e).

**Tramp, tramp, tramp** de H. Edwards : Marais (4e).

**On aura tout vu** de G. Lautner : Berlitz (2e) - Cluny Palace (5e) - Gaumont Ambassade (8e) - Montparnasse Pathé (14e) - Gaumont Clichy Pathé (18e) - Nation (12e).

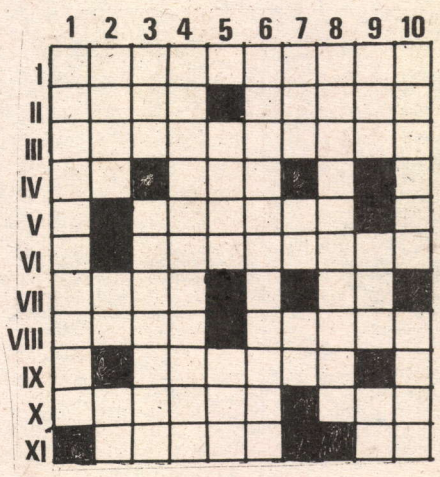
**Il était une fois la révolution** de S. Leone : Secrétan (19e).

**Il était une fois dans l'Ouest** de Sergio Leone : Gaumont Théâtre (2e) - Elysées Point Show (8e).

**Ma vache et moi** de B. Keaton : Studio Saint-Séverin (5e).

**Festival Buster Keaton** : Le Marais (4e).

## mots croisés



**HORIZONTALEMENT**

I. La charité en est, paraît-il, une des vertus. — II. Gare au mauvais - Même d'esprit, peut faire mal ! — III. On la retrouve dans un orchestre. — IV. En mer - Possessif. — V. Brûle trop bien. — VI. Fait monter la moutarde au nez. — VII. Victoire de Napoléon - Drame japonais. — VIII. L'un derrière l'autre - Vieux rien. — IX. Marron foncé dans un lavis. — X. Née - Va avec la lumière. — XI. L'arriviste les a longues - Ile des bords de l'Atlantique.

**VERTICALEMENT**

1. Son spectre hante toujours le monde. — 2. Vieux bonheur - Ville normande - Sur une plaque minéralogique. — 3. Ceux de veau sont recherchés - Pas drôle du tout. — 4. Avant la finale. — 5. Figure géométrique qu'on peut dire « évasive » - Le supersonique en abrégé. — 6. Comme les caravanes. — 7. Période - On les trouve dans les douves - Fin d'infinitif. — 8. Elles habitent Nancy. — 9. Révolutionnaire espagnol assassiné par la Guépéou - Négation. — 10. Autre façon d'être flappi - De naissance.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | S | A | R | D | I | N | E | S | ■ |
| II | T | ■ | O | M | N | I | B | U | S |
| III | A | L | U | ■ | T | E | R | R | E |
| IV | T | O | L | L | E | ■ | E | P | I |
| V | I | T | E | ■ | R | E | ■ | R | G |
| VI | O | ■ | R | A | D | ■ | F | I | L |
| VII | N | I | A | ■ | I | R | I | S | E |
| VIII | ■ | P | I | S | T | O | L | E | S |
| IX | R | A | T | I | S | S | E | S | ■ |

# LIVRES_LIVRES_LIVR

# COMPRENDRE LE LIBAN

## SELIM ACCAOUI ET MAGIDA SALMAN

C'est le livre de deux militants du Groupe Communiste Révolutionnaire, organisation liée à la IVe Internationale (Secrétariat Unifié).

Cet ouvrage assez court (124 pages) ne prétend pas traiter de façon exhaustive tous les problèmes posés par les événements du Liban.

Réalisé rapidement (si on en juge par la fréquence des erreurs typographiques, par le style quelquefois relâché et le récit souvent touffu qui en rendent parfois la lecture malaisée), cet ouvrage se donne pour but de répondre à l'actualité, de resituer le conflit du Liban, sa nature, le caractère social des forces en présence.

Il rappelle notamment comment les classes dirigeantes incapables de répondre à la montée des luttes sociales provoquées par la crise économique qui s'est faite durement sentir au Liban, incapables d'utiliser l'armée divisée par le confessionnalisme et qui a éclaté devant le mouvement populaire plutôt que de le réprimer, n'ont pas trouvé d'autres forces pour mater la révolte de la population pauvre des quartiers musulmans que les milices d'extrême-droite des Kataebs, puis l'armée syrienne.

Il rappelle que cette guerre n'est pas une guerre confessionnelle entre musulmans et chrétiens malgré les apparences, mais une guerre entre riches et pauvres, une guerre de classes.

Dans cette guerre les milices d'extrême-droite de Gemayel se sont préparées consciemment et depuis plusieurs années à jouer leur rôle de fusilleur de pauvres et ont réussi par toute une propagande à entraîner et fanatiser derrière elles la petite-bourgeoisie chrétienne. Les forces de gauche se sont armées elles aussi et préparées au conflit inévitable, avec l'aide de la Résistance palestinienne. Mais les leaders dits progressistes, de Kemal Jumblatt aux dirigeants du Parti Communiste, ne voulaient pas s'attaquer à la bourgeoisie libanaise, mais simplement participer au pouvoir. De même les dirigeants palestiniens ne cherchent qu'à faire respecter le modus vivendi qui leur permet d'organiser leurs troupes en territoire libanais, surtout pas à bouleverser l'ordre social. Les uns et les autres ont donc cantonné la lutte sur le terrain strictement militaire, le terrain du nationalisme arabe ou libanais. Et ce terrain-là ne peut conduire les masses libanaises qu'à une impasse et à la démoralisation.

Mais tout en dénonçant les limites de la politique nationaliste arabe et palestinienne, ce petit livre n'explique pas clairement en quoi les intérêts des dirigeants nationalistes, qu'ils soient libanais ou palestiniens, ne sont pas ceux des masses opprimées, ou encore par exemple pourquoi le retournement du gouvernement syrien qui, après avoir appuyé la gauche au début des événements de 1975 apporte maintenant un soutien ouvert à la droite chrétienne, était chose possible et même prévisible.

Ce sont les limites de l'ouvrage, qui aurait beaucoup gagné, pour pouvoir toucher un large public, à ce que ses auteurs apportent un peu plus de soin à sa rédaction et ses éditeurs à son impression.

*Cécile BERNIER*

COMPRENDRE LE LIBAN, *la guerre civile racontée de l'intérieur* par Selim Accaoui et Magida Salman - Editions Savelli — 12 F.

Phalangiste dans les rues de Beyrouth. (Norma)

# SAISON VIOLENTE

## Emmanuel Roblès

*Cette « Saison violente », c'est celle de l'été à Oran. C'est aussi une période de la vie de Roblès, celle de son adolescence.*

*Le récit nous fait revivre la société « pied-noir », à l'époque de l'entre-deux-guerres, société aux classes tranchées, avec les « 50 % » (ceux qui ne sont pas d'origine française), les petits Blancs, travailleurs proches des travailleurs algériens, tous en butte à la société coloniale.*

*Une solidarité de classe lie inconsciemment les jeunes des quartiers espagnols et arabes. Pour tous, c'est la misère — la même joie du soleil et de la mer.*

*Emmanuel Roblès est né pauvre. Il décrit l'adolescent qu'il a été, ressentant violemment les contradictions de classes, partagé entre sa mère, employée de maison subissant humiliations et vexations, et sa « bienfaitrice » bourgeoise, en mal de bonnes actions à accomplir. Contradiction encore entre son désir profond de s'instruire, de se former à la littérature, et son attache avec le milieu populaire de ses copains qui sont rejetés de l'école des « Français et des riches ».*

*Il est aussi l'adolescent, un peu « mâle méditerranéen », intransigeant avec sa mère, mais qui lui-même découvre l'amour. Copain d'un vieux buraliste communiste, il participe aux manifestations et aux grèves organisées par les travailleurs contre les menées et les exactions des antisémites.*

*Ce petit roman — 180 pages en format de poche —, reparu depuis quelques mois, a le mérite de nous dépeindre la réalité sociale de cette Algérie d'avant 1939, où les clivages sociaux l'emportaient sur les clivages ethniques et nationaux. A sa lecture, il est plus que jamais évident que les travailleurs d'Algérie — Algériens, Espagnols, Italiens ou Français — avaient des intérêts communs face à la bourgeoisie française.*

*Saison violente* d'Emmanuel Roblès - Livre de poche — 5 F.

# Histoire des volcans

## HAROUN TAZIEFF

Au moment où en Guadeloupe le volcan de la Soufrière risque d'exposer, où depuis des mois les tremblements de terre se succèdent, causant des dégâts importants et entraînant des milliers de morts par le monde, en Italie du nord, au Guatemala, en Chine et aux Philippines, il est bien utile de connaître le petit livre d'Haroun Tazieff : **Histoire de volcans.** Ce dernier, qui est l'un des meilleurs spécialistes en matière de volcans, réussit à passionner le lecteur non averti sur le sujet. Quelles sont les causes des explosions volcaniques ? Quelle importance ont les volcans pour l'explication de la formation de la Terre ? Est-il possible de prévoir une explosion volcanique ? Quels sont les liens entre les tremblements de terre et les périodes d'activité des volcans ?

Toutes ces questions, Tazieff les pose et y répond simplement. Son livre raconte ses différentes expéditions au cœur des volcans. Il nous raconte les dificultés qu'il a eues à surmonter, difficultés d'acheminer un énorme matériel scientifique dans la bouche d'un volcan au cœur du Congo, par exemple ; mais aussi difficultés dues au manque constant de crédits ou encore à la stupidité et à l'ignorance de bureaucrates provinciaux qui lui ont parfois interdit l'approche d'un volcan.

Il décrit aussi la fraternité qui l'unit aux autres scientifiques face aux dangers que représente le volcan, tous motivés par la même curiosité de connaître, d'expliquer. Haroun Tazieff aime son métier et il nous fait l'aimer, et surtout tout ce qui peut apporter la joie de la découverte. Son livre donne aussi quelques réponses sur la formation de notre planète. L'étude des roches volcaniques nous renseigne sur l'activité qui règne au centre de la Terre, sur la formation de l'écorce terrestre, faite en majorité de roches d'origine volcanique, sur la possibilité d'utiliser un jour l'énergie libérée par les volcans, sur les méthodes de prévention.

Somme toute, un livre d'actualité qu'il était bien utile de donner dans une édition de poche.

Histoire de volcans **de Haroun Tazieff - Livre de Poche - 5 F -**

# Les fêtes de Lutte Ouvrière

## DES DATES A RETENIR...

**11 et 12 septembre**

**DIJON**

Parc des Cèdres à Quetigny.
Chanteurs, bal, cinéma, théâtre, stands culinaires...

**CLERMONT**

à Cournon.
18 et 19 septembre.

**LYON**

Terrain du Merlo à Oullins.
Pop : Angipatch, Noisy frogs Rock : Roy Has Neidj.
Danse. Chanteurs : P. Delorme, Yvan Dujollié, Boucheriffi.
Mime. Poésie.

**25 et 26 septembre**

**BORDEAUX**

Parc Séguinaud à Bassens.

**9 et 10 octobre**

**RENNES**

Salle des Lices.
Ouverture le 9 à 20 heures par un fest-noz.

# FORD VAINQUEUR DE LA MASCARADE RÉPUBLICAINE

C'est donc Ford qui sera le candidat républicain à la présidence. Ses partisans ont su déjouer les traquenards de dernière minute tendus par ceux de son adversaire Reagan. Et finalement, d'une courte tête, il l'a emporté à la convention du Parti Républicain.

Tous ces hommes sont rigoureusement interchangeables. S'ils varient, ce n'est que par l'image que donnent d'eux la presse et le brain-trust qui prépare leur campagne électorale exactement comme on prépare le lancement d'une marque de lessive ou de limonade.

Et, si certains Américains en doutaient, ils n'ont eu qu'à suivre les derniers épisodes de la lutte pour la désignation au poste de candidat républicain pour s'en convaincre.

Il y a d'abord eu Reagan, soi-disant défenseur des traditions, de l'Amérique de grand-papa, de la libre entreprise et adversaire des syndicats, qui choisit comme vice-président Schweiker, qui passe pour le plus libéral des Républicains, un ami des travailleurs et des syndicats. Et voilà pour tous ceux qui pensaient que c'étaient pour des idées, aussi bêtes soient-elles, que Reagan était descendu dans l'arène politique !

Il y a eu ensuite Schweiker qui déclara que, en tant que représentant d'une circonscription industrielle, il était tenu à être un ami du monde du travail, mais qu'en tant que vice-président des Etats-Unis, il est prêt, s'il le faut, à faire passer une législation contre les travailleurs et les syndicats. Et voilà pour ceux qui espéraient que, pour les libéraux, les convictions étaient plus importantes que leur carrière !

Il y a eu Ford qui fit voter ses amis à la Convention Républicaine pour un programme de politique étrangère, proposé par Reagan, qui est une critique complète et explicite de... toute la politique qu'a menée et que mène l'actuel président. Et voilà pour ceux qui croyaient que les programmes adoptés par les congrès des partis ont la moindre importance pour les politiciens élus prétendument pour les appliquer !

Il y a eu enfin Ford qui proposa à Reagan... d'être son vice-président. Et voilà pour ceux qui croyaient qu'il y avait vraiment un choix entre deux politiques différentes.

Avant les élections, il s'agit d'être le plus apte à piper des voix. Pour cela il faut savoir choisir la couleur, ou plutôt les couleurs les plus seyantes aux yeux de l'électorat.

Ensuite, au diable les programmes, les promesses, les idées défendues durant la campagne ! De toute manière, le « job » est alors de défendre les intérêts de l'impérialisme et des trusts américains. Ce sont ceux-ci qui dictent la politique du président... qu'il se soit fait élire sous les traits d'un libéral ou sous ceux d'un conservateur.

Ce n'est certes pas vrai seulement aux Etats-Unis. Mais là-bas les politiciens acceptent de montrer le jeu avec plus de candeur que partout ailleurs.

C'est peut-être aussi pour cela que les Etats-Unis sont de tous les grands pays capitalistes celui où le désintérêt pour les élections et le pourcentage d'abstention sont les plus grands.

Confusément sans doute, la classe ouvrière américaine se rend bien compte qu'elle n'a rien à attendre des jeux des politiciens bourgeois.

**Jacques MORAND.**

## Marchais wants Carter for President

Interrogé lundi soir, à France Inter, sur les élections présidentielles américaines, Georges Marchais a déclaré que, pour sa part, il préférait Carter au candidat que se donnera le Parti Républicain.

Peu importe que le Parti Démocrate, rigoureusement à l'égal du Parti Républicain, représente les intérêts du grand Capital, le sourire de Carter semble suffisant pour déterminer le choix du secrétaire général du Parti Communiste Français.

Georges Marchais pourrait quand même se souvenir que ses camarades du PC américain présentent un candidat aux présidentielles, même s'il n'a aucune chance d'être élu.

Mais l'électoralisme de Marchais est si fort qu'il se sent sans doute plus près d'un démocrate qui a ses chances que d'un communiste qui n'en a pas.

**R.B.**

# Sur la route des caravanes Lutte Ouvrière

Là où elles s'arrêtent, les caravanes de LO constituent bien souvent une occasion pour les sympathisants des idées communistes et révolutionnaires de se réunir autour de notre « marabout » pour discuter. Et les sujets abordés sont variés : du rôle de l'école dans le changement de la société, comme à Port-la-Nouvelle, au problème de la femme et du socialisme, comme à Claouey, en Aquitaine, en passant par l'écologie, les centrales nucléaires, l'Occitanie ou les syndicats. Il ne s'agit pas de débats académiques. C'est par exemple une description vivante (pour être vécue) de leurs conditions de travail, qu'ont faite des ouvrières de Longeville-les-Conches, en Vendée, pour l'ensemble de l'auditoire d'un soir.

Travailleurs immigrés et syndicalistes de la CFDT à Cluses, dans les Alpes, sympathisants du PSU à Florac, travailleurs occupant leur usine à Tarrasson, en Dordogne, sympathisants des JC ou du PCF, en Provence ou en Vendée, militants de la LCR à Camaret, etc. C'est en camarades fraternels ou en curieux sympathiques que la plupart viennent participer aux débats.

Les enfants ne sont pas les derniers à venir profiter des séances de cinéma... ni à poser des questions. Ainsi, à Pézenas, il nous a été demandé « pourquoi il n'y avait pas Zorro dans le film ? », et « quel est le nom du cheval de Zapata ? ». Après la projection, les enfants jouaient aux cris de « Allez les rouges ».

Bien sûr, les caravanes LO rencontrent parfois aussi de l'hostilité : celle des gendarmes, comme à Arreau, dans les Pyrénées, ce qui ne surprend guère ; mais aussi celle des bureaucrates des campings de Comités d'Etablissement, tel celui de Renault à Longeville-les-Conches, ou celui de l'Alsthom à Locquirec, dans le Finistère, où ce sont deux responsables du CE qui tentèrent d'expulser nos camarades du camp, en déclarant : « Ici, c'est un camping privé ». Il fallait sans doute comprendre un camping privé... de liberté.

Mais, avec les tenants du pouvoir, c'est la liberté de regarder elle-même qui est surveillée de près. Témoin cette anecdote : le château de Chirac se trouve à une quinzaine de kilomètres d'Egletons, où faisait étape notre caravane Auvergne. Il s'agit d'un manoir du XVI[e] siècle, presque entièrement restauré, qui est entouré d'une palissade et gardé par une patrouille de gendarmes mobiles armés. Bien qu'il soit classé par les Monuments historiques, il est impossible de pénétrer même dans le parc. Depuis ses champs, un paysan voisin ayant accepté de nous montrer le bâtiment, nous avons pu voir le parc généreusement arrosé, alors que par ailleurs les paysans du coin ont reçu la consigne de ne pas utiliser l'eau à cet effet. Pendant ce temps, la concierge était venue s'informer à la ferme, s'étonnant de notre curiosité et demandant notre identité...

Mais les meilleures choses ont une fin et, comme des milliers de « vacanciers », les caravanes LO vont bientôt prendre le chemin du retour : leur dernière étape aura lieu le 26 août. Alors, il ne vous reste plus que quelques jours pour prendre contact avec elles. Si vous vous trouvez sur l'un de leurs lieux de passage, indiqués ci-dessous, profitez-en !

| PYRENEES | COTE AQUITAINE | LANGUEDOC ROUSSILLON | MIDI MEDITERRANEEN | ALPES |
|---|---|---|---|---|
| Le 22 : Eaux-Bonnes<br>Le 23 : Oloron<br>Le 24 : Pau<br>Le 25 : Montréjeau<br>Le 26 : Toulouse | le 21 : Biarritz<br>le 22 : Hendaye<br>le 23 : Ciboure<br>le 24 : Anglet<br>le 25 : Saint-Jean-de-Luz - Acost<br>le 26 : Bayonne | le 21 : Nîmes<br>le 22 : Montpellier<br>le 23 : Béziers<br>le 24 : Narbonne<br>le 25 : Carcassonne<br>le 26 : Toulouse | le 21 : Solliès-Pont<br>le 22 : Flassans-sur-Issole<br>le 23 : Signes<br>le 24 : Rougiers<br>le 25 : Rians<br>le 26 : Bonnieux | Le 21 : Briançon<br>Le 22 : Vallouise<br>Le 23 : Guillestre<br>Le 24 : Embrun<br>Le 25 : Barcelonnette<br>Le 26 : Gap |
| **BRETAGNE** | **VENDEE** | **ARDECHE CEVENNES DORDOGNE** | **AUVERGNE** | **VOSGES - ALSACE JURA** |
| Le 21 : Douarnenez<br>Le 22 : Névez<br>Le 23 : Le Pouldu (Clohars-Carnoët)<br>Le 24 : Lorient<br>Le 25 : Le Croisic<br>Le 26 : Saint-Marc (Saint-Nazaire) | le 21 : Ile de Noirmoutier - L'Epine<br>le 22 : Ile de Noirmoutier - L'Epine<br>le 23 : Les Moûtiers-en-Retz<br>le 24 : Sainte-Marie<br>le 25 : Préfailles<br>le 26 : Tharon Plage | Le 21 : Villefranche-de-Rouergue<br>Le 22 : Cahors<br>Le 23 : Gourdon<br>Le 24 : Sarlat<br>Le 25 : Le Bugue<br>Le 26 : Montignac | le 21 : Vic-sur-Cère<br>le 22 : Murat<br>le 23 : Saint-Chély-d'Apcher<br>le 24 : Langeac<br>le 25 : Brioude<br>le 26 : Ambert | Le 21 : Molsheim<br>Le 22 : Sélestat<br>Le 23 : Ribeauvillé<br>Le 24 : Colmar<br>Le 25 : Guebwiller<br>Le 26 : Thann |

Imprimé 12 chemin du Haut-St-Denis - Aubervilliers par la SIM Responsable de la publication : Michel RODINSON - Diffusé par les NMPP - Commission paritaire - n° 46450